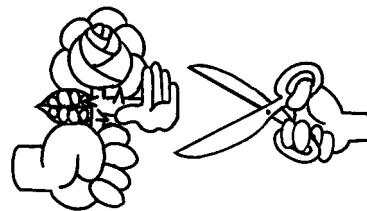
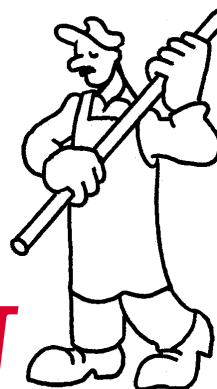
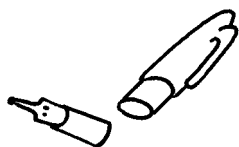
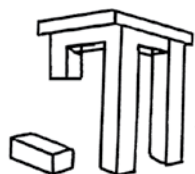


CAUSES



COMMUNES

40 ÈME BIMESTRIEL
DES SOCIALISTES VILLE DE GENÈVE



50043137

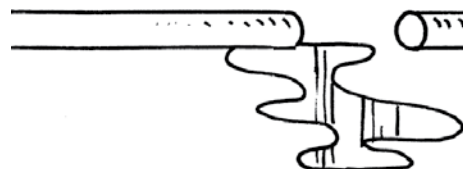
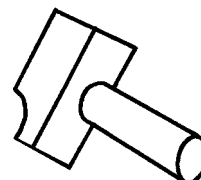
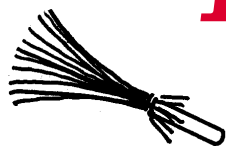


B-ECONOMY

P.P.
1205
Planpallas

**NON
ET NON
AUX
COUPES!!!**

5 JUIN 2016



OBJECTIF 5 JUIN!



OLIVIER GURTNER,
PRÉSIDENT DU PARTI
SOCIALISTE GÉNEVOIS

«Le niveau de civilisation d'une société se mesure au bien-être des plus faibles»

La phrase est bien connue. Comme collectivité, la Ville de Genève doit défendre la cohésion sociale, le tissu associatif et la compréhension mutuelle par la culture. Ces missions figurent au centre des valeurs socialistes pour lesquelles nous nous engageons.

Non au travail de sape entamé par la droite

Aujourd'hui, ces valeurs sont en danger, à cause d'une droite élargie qui s'attaque aux prestations dont bénéficient toutes les Genevoises et tous les Genevois : entretien des préaux scolaires, matériel des pompiers, activités pour les seniors, subventions aux acteurs culturels. Le 15 décembre 2015, les partis PDC-PLR se sont alliés avec l'UDC et le MCG pour commencer le travail de sape dans les services aux habitantes et habitants. Résultat : moins 10% sur les fonds généraux culturels,

moins 2.5% dans les Biens, services et marchandises, moins 2% sur les subventions accordées.

Oui à une société ouverte !

Le signal est donc clair : sabrer dans l'aide aux plus faibles. Et ce n'est qu'un début. En juin dernier, la droite a annoncé la couleur : 50 millions de francs en moins par année, alors que les budgets municipaux sont... bénéficiaires. Un véritable plan d'austérité jusqu'en 2020 ! À nous, la gauche, de redonner des couleurs, de redonner foi en notre engagement et vigueur à nos valeurs, pour une société plus juste, plus équitable, qui lutte contre les discriminations et qui protège notre environnement.

Le 5 juin, le Parti socialiste, avec les Verts, Ensemble à Gauche, mais aussi Culture Lutte, les syndicats et de très nombreuses associations actives dans le social, la culture, la coopération internationale, l'économie solidaire et la lutte contre les discriminations vous invitent à voter 2 X NON aux coupes budgétaires. La campagne sera longue et les rendez-vous nombreux, mais je me réjouis de vous retrouver sur les stands, car cette votation dépasse de très loin son propre enjeu. Alors à nous de donner un message clair !

Rendez-vous le 5 juin !

Par ailleurs, c'est la première fois que j'écris un éditorial dans *Causes Communes*, en tant que président du Parti socialiste Ville de Genève, un rôle que je compte remplir le mieux possible, en compagnie des membres du secrétariat et du comité. À cet égard, je voudrais toutes et tous les remercier : Simone Irmingier, Sylvain Thévoz, Damien Gumy, Dalya Mitri, Patricia Vatré, Albane Schlechten, Luis Vazquez Buenfil, Duraõ Francisco et Grégoire Carasso. Je me réjouis également de collaborer avec les membres PS du Conseil municipal et du Conseil administratif ainsi que les militant-e-s, afin de les appuyer au mieux et de soutenir nos valeurs socialistes !

Enfin, je voudrais remercier chaleureusement toute l'équipe de *Causes Communes* (Sylvain Thévoz, Emmanuel Deonna, Caroline Marti, Ulrich Jotterand, Béatrice Graf Lateo, Patricia Vatré et Dalya Mitri), pour ce numéro très complet, passionnant et riche en arguments pour vous inviter à voter 2X NON aux coupes budgétaires. Rendez-vous le dimanche 5 juin pour la victoire !

CAUSES COMMUNES

BIMESTRIEL ÉDITÉ PAR LE PARTI SOCIALISTE DE LA VILLE DE GENÈVE

15, rue des Voisins
1205 Genève

www.ps-geneve.ch

caroline.marti@ps-geneve.ch

Un journal 100% pensé, conçu et réalisé à Genève !
Envie de soutenir le *Causes Communes* : abonnez-vous !
Envoyez vos coordonnées à caroline.marti@ps-geneve.ch
Finance d'inscription : 20.-/année
CCP : 12-12713-8

Coordination rédactionnelle : Sylvain Thévoz.

Comité rédactionnel : Emmanuel Deonna, Béatrice Graf Lateo, Ulrich Jotterand, Caroline Marti, Dalya Mitri, Patricia Vatré. Ont collaboré à ce numéro : Véronique Bacchetta, Lara Baranzini, Agnès-Maritza Boulmer, Valérie Buchs, Grégoire Carasso, Sara Cereghetti, Emmanuel Cuénod, Gérard Deshusses, Anne-Béatrice Duparc, Laure Faessler, Michel Félix de Vidas, Maurice Gardiol, Olivier Gurtner, Marianne Halle, Francis Hickel, Sami Kanaan, Jean-Luc Mühlebach, François Mützenberg, Serge Raemy, Claude Ratzé, Jean-Charles Rielle, Maribel Rodriguez, Valentin Rossier, Sandrine Salerno, Philippe Scandolera, Tobia Schnebli, Vladimir Schwager, Marianne Schweizer, Martine Sumi, Marie-Pierre Theubet, Nicole Valiquier, Anne-Marie von Arx-Vernon, Maria Watzlawick, Garance Zarn, Carole Zraggen Linser.

Dessins : Aloys Lolo.

Graphisme, maquette et mise en page : atelier supercocotte, www.supercocotte.ch

Impression : Imprimerie Nationale, Genève. Tirage : 3000 exemplaires sur papier recyclé.

NON À DES COUPES INJUSTIFIÉES

SANDRINE SALERNO



Le 14 décembre dernier, la droite élargie (PDC-PLR-UDC-MCG), devenue majoritaire au sein du Conseil municipal, votait pour plus de 7 millions de coupes dans le budget 2016 de la Ville de Genève, faisant passer le boni total à 15.5 millions. Injustifiées au niveau financier, ces coupes attaquent de plein fouet la culture, l'action sociale de proximité et l'économie locale, alors même que les besoins de la population sont en augmentation et que le maintien de la cohésion sociale demande justement que l'on déploie des efforts supplémentaires. Pour Genève, pour ses habitant-e-s, il est essentiel de voter NON à ces coupes budgétaires.

Des coupes sans justification financière

Le projet de budget présenté en novembre dernier par le Conseil administratif ne nécessitait en aucune manière de procéder à des coupes. Bénéficiaire à hauteur de 8.2 millions, il présentait au surplus des charges stables (+3 millions, soit une faible augmentation de 0.26%), des investissements limités à 130 millions et autofinancés à hauteur de 76.9% ainsi qu'une stratégie de gestion de la dette (30% de taux variable) permettant de stabiliser les intérêts, dans un contexte de faible augmentation de l'endettement. Il maintenait également toutes les prestations chères à la population et permettait même de redoter certaines politiques publiques (crèches, sécurité, formation des jeunes, entre autres).

Financièrement et socialement responsable, ce projet de budget reflétait par ailleurs l'excellente santé financière de la commune. Je rappelle à ce titre que, depuis 2007, la dette municipale a baissé de 12.7%, que la moyenne d'autofinancement des investissements sur 10 ans atteint les 144% et que les comptes 2015 affichent un boni de 39.5 millions.

Des économies qui menacent la cohésion sociale

À Genève, la population augmente, les inégalités et la précarité aussi. Dans ce contexte, l'action des pouvoirs publics devrait s'intensifier et se focaliser sur le maintien de la cohésion sociale. Or, les coupes décidées par la droite élargie suivent exactement la logique inverse : elles pénalisent les secteurs et les personnes qui ont le plus besoin de soutien municipal. Ces coupes affectent ainsi le monde associatif qui déploie un travail remarquable sur le terrain dans des domaines aussi importants que l'aide aux personnes âgées, la distribution de nourriture aux plus défavorisé-e-s, l'aide aux femmes battues, la prévention du suicide ou l'encadrement de jeunes en rupture. Elles affaiblissent un peu plus les artistes, qui doivent déjà faire

face à l'incertitude économique et composer avec un statut précaire. Elles taclent l'économie locale, partenaire important de la Ville par les mandats que celle-ci lui confie. Elles touchent enfin les plus précarisé-e-s, en rabotant les prestations complémentaires AVS/AI que la Ville verse aux retraité-e-s et en amputant le Fonds chômage d'une partie importante de son budget.

Se résigner ou se battre ?

Pour justifier ces coupes antisociales et infondées financièrement, la droite municipale se cache derrière des prévisions fiscales alarmistes, parle de « responsabilité » et argue de la nécessité d'économiser dès aujourd'hui. Bien sûr, il est probable que, dans les années à venir, plusieurs dossiers actuellement en discussion (3ème réforme de l'imposition des entreprises, péréquation intercommunale, taxe communale) aient des répercussions sur les finances municipales. Mais, de mon point de vue, on ne rend pas les armes avant d'avoir combattu. Depuis neuf ans élue à la tête des finances de la Ville de Genève, je m'engage avec conviction pour défendre les intérêts de la commune et de ses habitant-e-s dans les négociations avec le canton, adoptant une attitude proactive, car j'estime qu'il est de mon devoir de tout faire pour continuer à garantir des prestations de qualité à la population.

Je crois avoir fait la preuve que je sais gérer les deniers publics. Si demain la Ville devait composer avec moins de recettes fiscales, je trouverais des solutions. Mais aujourd'hui, sa situation financière n'exige pas de coupes. Je peux le garantir.

La droite municipale entend faire payer à la population son manque de courage et de combativité. Pour défendre notre Ville et ses habitant-e-s, il est essentiel de voter et de faire voter 2 X NON aux coupes budgétaires. Je vais m'y engager personnellement. Certaine que nous pouvons et devons gagner !

DÉFENDRE LA GENÈVE

CRÉATIVE

SAMI KANAAN



Lors du vote du budget 2016 de la municipalité, la majorité du Conseil municipal a opéré des coupes de 2% à 10% dans les subventions et plus globalement dans les prestations de la Ville de Genève à la population. Suite à l'aboutissement du référendum lancé par diverses associations, groupes et partis, la population aura à trancher le 5 juin. Un choix qui relève d'une question de principe, mais pas seulement, car les conséquences sont bien réelles, en particulier pour les plus «petits».

Culture et sport touchés !

Étant en charge de la culture et du sport, il me faut tout d'abord préciser que ces diminutions budgétaires touchent les deux domaines, contrairement à ce qui a pu être dit ici ou là. Si les subventions aux associations et clubs sportifs n'ont pas été diminuées, les lignes relatives à l'entretien des équipements et infrastructures sportives et celles permettant de proposer des cours, animations et événements, sont touchées à hauteur de 2.5%. On sait que les places pour les «écoles de sport» organisées pendant les vacances d'été, par exemple, sont très rapidement remplies. Cela signifie que certains enfants n'en auront pas, puisque nous avons dû diminuer le nombre de sessions offertes.

Le Service des sports de la Ville de Genève a aussi la charge de mettre à disposition des équipements et infrastructures pour les clubs et associations. Ces 2.5% de budget en moins toucheront donc aussi ce poste, par exemple, le renouvellement ou la qualité de ce qui peut être mis à disposition d'équipes, clubs et associations, dont les membres, le plus souvent totalement bénévoles, se mobilisent pour offrir un encadrement de qualité aux jeunes et aux moins jeunes.

Du côté de la culture, les choses sont encore plus flagrantes, puisque, hormis le Grand Théâtre, toutes les lignes de subvention sont touchées. Les plus importantes, qu'on qualifie de «nominales» dans le jargon municipal, ont été diminuées de 2%. Il s'agit par exemple de l'OSR, du Festival international du film et forum sur les droits humains (FIFDH), de la Comédie de Genève, de l'Association pour la danse contemporaine, de l'AMR ou encore du théâtre de Marionnettes.

À côté de cela, comme pour les sports, ce qu'on appelle les «lignes 31», du nom du poste budgétaire concerné, est également impacté de 2.5%. Ces lignes 31 permettent l'organisation de la Fête de la musique et

de toutes les manifestations organisées par le Service culturel de la Ville de Genève, comme entre autres exemples les Musiques en été au Parc La Grange, la Nuit des musées ou les Journées européennes des métiers d'art.

Enfin, la majorité du Conseil municipal a opéré une diminution de 10% sur les «Fonds généraux». Ceux-ci regroupent notamment les soutiens ponctuels à la création, pour un projet de pièce de théâtre, le soutien à l'enregistrement d'un disque, ou l'organisation d'un festival. Globalement toutes les subventions d'un montant moindre y figurent. Cette coupe touche donc durement des compagnies de théâtre ou de danse, des groupes de musiques, des festivals de cinéma ou de musique, des maisons d'édition, des auteur-e-s, des artistes, qui bénéficient de soutiens qui sont pour la plupart de moins de 50'000 francs par année. Couper de manière indiscriminée 10% de ces petits budgets constitue ainsi une véritable mise en péril d'une large partie de la Genève créative.

Ainsi, il s'agit à la fois d'une question de principe, et donc du refus d'une coupe «administrative», «à la hache», opérée sans vision politique mais avec la seule obsession de faire plus de profit. Pourtant, le budget proposé était déjà bénéficiaire. J'insiste aussi sur le fait qu'il s'agit d'une question tout à fait pragmatique pour l'ensemble des actrices et acteurs culturels qui se battent déjà au quotidien pour joindre les deux bouts de leurs projets. Pour conclure, l'enjeu de cette votation du 5 juin est bien de maintenir les moyens nécessaires à la survie de la Genève créative, dynamique et audacieuse que nous aimons. Et nous l'aimons bien plus qu'un bénéfice supplémentaire inscrit dans une ligne budgétaire équilibrée.

HOLÀ, CHEVAL !



GRÉGOIRE CARASSO,
CHEF DE GROUPE AU CONSEIL MUNICIPAL

Un an après les élections municipales, le double référendum du 5 juin nous permet à la fois de regarder le trajet parcouru (quel trajet...) et de nous projeter dans les quatre prochaines années de la législature. Un beau moment, à la croisée des chemins.

Qui gagne, qui perd

En avril 2015, pour la première fois depuis plus de deux décennies, le Parti socialiste et ses alliés perdaient clairement la majorité au Conseil municipal de la Ville de Genève. Pour bon nombre d'entre nous, cette réalité ne s'est pas immédiatement imposée au lendemain des élections. Peut-être parce que le score du PS était historique (19 sièges, +3) et qu'il éclipsait la déception du recul des Verts (8 sièges, -3) et d'Ensemble à gauche (10 sièges, -2). Mais surtout parce que ces trois forces politiques, réunies sous la bannière dite « Alternative », n'en demeuraient pas moins la principale alliance politique, forte de 37 sièges dans un parlement qui en compte 80. Face à elle, rien n'indiquait que les autres partis, divisés durant les élections, allaient unir leurs quatre destins. Le Mouvement citoyen genevois et l'Union démocratique du centre représentaient 17 sièges tandis que la droite dite traditionnelle (Parti libéral radical et Parti démocrate chrétien) affichait 26 sièges. Le PDC, en particulier, clamait haut et fort que jamais il ne pactiserait avec l'extrême droite.

La Sainte-Alliance

Mais c'était sans compter sur la capacité de ce parti à changer d'avis. Sitôt les élections passées, le PDC, le MCG, le PLR et l'UDC se sont alliés sur deux points fondamentaux : élire M. Carlos Medeiros (MCG) à la présidence du Conseil municipal, et attaquer les prestations sociales et culturelles. Pour marquer les esprits. Et pour marquer le coup. Les prétendues incompatibilités de valeurs entre la démocratie chrétienne et le MCG ou l'UDC ? Passées par pertes et profits... La grande alliance, du PDC jusqu'au MCG, venait de voir le jour.

Première salve

Le budget 2016 de la Ville de Genève a été voté le 15 décembre 2015 au petit matin par cette nouvelle majorité, avec des coupes de plus de 7 millions de francs, alors que le projet présenté par l'exécutif affichait déjà un excédent budgétaire de 8 millions de francs. Les cibles ? Le fonds chômage, le social en général, et la culture. De l'Orchestre de Suisse romande (OSR) à la Cave12. Du Centre social protestant (CSP) aux Écoles de sports pour les enfants, en passant par les prestations municipales aux personnes âgées. Et pour celles et ceux qui douteraient encore de la réalité du changement au Conseil municipal, cette salve a été présentée comme la première d'une série de cinq, afin d'atteindre 50 millions d'économie annuelle au terme de la législature (2020).

Stopper l'attelage

Alors que les finances de la Ville sont au beau fixe et remarquablement bien gérées¹, procéder à de telles attaques contre le social et la culture, est tout simplement sans précédent. Droite dilatée, nouvelle droite, droite-extrême droite, droite décomplexée, etc., peu importe l'appellation. Une année après leurs premiers et tristes faits d'armes, il est temps que les citoyennes de notre ville arrêtent cet attelage PDC-MCG-PLR-UDC avant qu'il ne fasse plus encore de dégâts.

1. Maîtrise des charges (+0.26% entre 2015 et le projet de budget 2016) et dette remboursée entre 2007 et 2015 à hauteur de 230 millions de francs.



GAGNER ENSEMBLE OU PÉRIR SÉPARÉS



SYLVAIN THÉVOZ,
CONSEILLER MUNICIPAL

La campagne pour la votation communale du 5 juin a démarré ! Le Parti socialiste est l'un des rouages d'une campagne unitaire dans laquelle des forces politiques, associatives et syndicales sont largement réunies.

La dynamique au sein de ce comité référendaire qui se réunit chaque semaine à la Maison des associations est exceptionnelle. Il faut relever l'engagement des entités sociales, politiques, syndicales, culturelles, et leur volonté de faire ensemble pour lutter contre les décisions arbitraires et destructrices de la droite.

Gagner ensemble ou périr séparés, le mot d'ordre du comité unitaire !

Chaque entité a saisi la nécessité d'une union sacrée pour défendre un budget sans amputation. La force du collectif et l'importance du réseau seront un facteur décisif pour gagner le 5 juin ! Certes, il y a encore des résistances à vaincre. Telle association craint d'apparaître sur la scène publique en appelant ouvertement à s'opposer aux politiques destructrices de la droite, telle autre a un comité indécis qui hésite, telle autre enfin veut bien soutenir, mais ne sait pas très bien comment. Beaucoup sont déjà à la limite de leurs forces et craignent qu'un engagement trop conséquent dans la campagne les éloigne

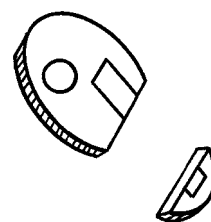
de leur mission première ou tout simplement, assommées par les surcharges de travail, elles auraient préféré se centrer sur leur mission première plutôt que de devoir batailler pour justifier leur existence. Mais petit à petit ces résistances sont dépassées, grâce au collectif ! Réservez déjà votre 5 juin pour la fête de fin de campagne aux Bains des Pâquis !

NON au démantèlement social et culturel en Ville de Genève!

Le soutien de tous et de toutes, personnes et associations touchées par ces coupes est indispensable pour gagner la votation du 5 juin ! L'engagement citoyen, politique, est la base de ce qui fait notre démocratie ! Le comité référendaire est une force d'entraînement et de mobilisation extraordinaire. Il existe de multiples manières de s'impliquer et de soutenir la campagne : en diffusant le tous-ménages, en collant des affiches, en organisant une fête, en en parlant autour de soi, ou plus sobrement : par un don.

L'argent, nerf de la résistance

Le comité référendaire a un besoin urgent d'argent afin de pouvoir diffuser largement son journal tous ménages, ses affiches, produire du matériel de campagne en grande quantité. Le succès de la campagne dépendra de la générosité et de l'engagement de chacun.e !



APPEL À DON

Versements:
CCP 12-33153-3 – Comité unitaire – Genève
Mention « Référendums Budget Ville de Genève »

IBAN: CH39 0900 0000 1203 3153 3

QUELQUES-UNES DES NOMBREUSES ENTITÉS COMPOSANT LE COMITÉ RÉFÉRENDIAIRE

Parti Socialiste Ville de Genève, Camarada, Cartel intersyndical du personnel de l'État et du secteur subventionné, Action intermittents, FGC (Fédération genevoise de coopération), Chambre de l'économie sociale et solidaire, APRÈS-GE, Fédération genevoise des associations LGBT, SSP, SIT, Association Art+Politique, Headfun, Forum Romand de la production cinématographique, Sonopack, La Culture lutte, Ville est à vous Petit Saconnex, Urbanarchy, AVIVO, FAK Fédération des artistes de Kugler, Association pour la Danse Contemporaine (ADC), ASPASIE, Boulevard, ADTS, Solidarités/ EàG, Les Verts, Parti du Travail, Festival Black Movie, Festival du film et forum international sur les droits humains (FIFDH), Festival tous Ecrans, FIFOG, Filmar en America Latina, GLAJ -Groupe de Liaison genevois des Associations de Jeunesse, etc.

COMITÉ RÉFÉRENDIAIRE « NON AUX COUPES BUDGÉTAIRES EN VILLE DE GENÈVE »

Case postale 2089, 1211 Genève 2
stopauxcoupes@gmail.com

LA CULTURE LUTTE !

COMITÉ DE RÉDACTION CAUSES COMMUNES

La Culture Lutte naît comme un mouvement qui regroupe un nombre spectaculaire d'entités culturelles pour dire NON à la politique de destruction de la droite le 5 juin !

Chiffrer l'attaque

Les coupes dans le domaine culturel représentent :

- 2% sur toutes les structures subventionnées (groupe 36)
- 10% dans les fonds généraux destinés à la création artistique et au soutien des artistes et compagnies indépendantes (groupe 36)
- 2,5% dans les prestations culturelles et sociales offertes à la population (groupe 31).

Selon la Culture Lutte¹, ces coupes « interviennent alors que le secteur culturel est déjà fragilisé par un alourdissement des procédures administratives et de nouvelles dispositions légales cantonales contraignantes (Loi sur la culture, Loi sur la répartition des tâches, Loi sur la restauration, le débit de boissons, l'hébergement et le divertissement). »

Culture, Social, Service publics unis contre les coupes

Surtout « ces coupes ont été décidées sans consultation des milieux concernés et sans réflexion sur leurs réels impacts. Les répercussions sur l'offre culturelle seront lourdes à court et long termes. Ce sont non seulement des institutions, des associations, des emplois (artistes, créateurs, personnel technique et administratif, artisans, etc.), et des lieux de travail qui sont en danger, mais plus largement la place de la culture dans notre société. »

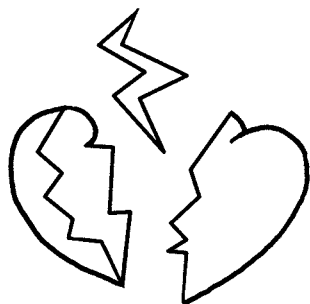
La Culture Lutte !

La culture, dans toute sa diversité, est une force vitale pour Genève. Les moyens de créations, les événements culturels, l'accès à la culture pour tous les citoyens et toutes les citoyennes doivent être défendus férocement ! Ils font de Genève une ville et un canton où il fait bon vivre, et qui demeurent attractifs. La Culture lutte combat l'affaiblissement des secteurs social et culturel, de la fonction publique. Elle résiste à l'individualisme, à la bêtise et à l'agressivité d'un pan de l'échiquier politique qui met dangereusement en péril le vivre ensemble à Genève.

1. <http://laculturelutte.ch>

ENTITÉS COMPOSANT LA CULTURE LUTTE

Action intermittents, ADC : Association pour la danse contemporaine, Adok films sàrl, AGMJ (Association Genevoise des Musiciens de Jazz), Akouphène, Alhambra, Alina Film, AMR – Association pour l'encouragement de la Musique improRovisée, Anachroniques Films, Association 360, Association Chez Eugène – film et photographie, Association de Soutien à la Musique Vivante (A.S.M.V.), Association Artmagnusminus, Ateliers d'ethnomusicologie – ADEM, Association Headfun – Electron Festival, Présences électroniques, Association Les Créatives festival, Association Lusofonart, Association pour la Danse Contemporaine – adc, Association pour la sauvegarde du Cinéma Empire, Bars en fête, Baz'art, BIG – Biennale des espaces d'art indépendants de Genève), Black Movie Festival, Boxing Piano, cave12, Central Station, CH 9, Collectif Queerfish, Compagnie Acrylique, Compagnie L'ascenseur à poissons, Compagnie de La Ribot, Compagnie de l'estuaire, Compagnie Gilles Jobin, Compagnie L'Alakran, Compagnie La Fourmière, Compagnie Perceuse Productions Scènes, Compagnie STT (Super Trop Top), Compagnie Théâtre écart, costumières et cie, Database59, Ecoutes au vert, Eklekto, Embassy of Foreign Artists, Enseignants et usagers des écoles de la CEGM, Espace Rien, FAK & FONDERIE KUGLER, Fanfareduloup Orchestra, Fédération Act-art, Festival du Film et Forum International sur les Droits Humains (FIFDH), Festival Everybody's Perfect., Geneva International Queer Film Festival, Fédération MottAttoM, Festival Ecoutes au Vert, Festival Face Z, Festival Interferenz, Festival Les Arts Minis, Festival Mos Espa, Filmar, Fonction:Cinéma Fonderie Kugler, Forde, Forum romand de la production cinématographique, Halle Nord – espace d'art contemporain, Gegrave, GUS (groupement des artistes de l'ancienne SIP Plainpalais), Halle W, ikon productions, Imaginaid, association pour la photographie documentaire, Insub, Jaydos Productions (Musiques en été/Jazz), Laboratoire de Création, La Ciedegenève, La Comédie de Genève, Le far – festival des arts vivants, La Gravière, La Teuf, La Villa Dutoit, Le Grand Conseil de la nuit, Les Arts minis, Les Rencontres cinématographiques PALESTINE: FILMER C'EST EXISTER, Les Rencontres Professionnelles Danses – Genève, L-sud / Kugler – atelier d'artistes, Le ZOO, L'Usine, Mapping Festival, Marbrier4 – espace d'art, Milkshake Agency, Mos Espa – festival, Motel Campo, MottAttoM, Overground Festival, PEN Suisse Romand – Poètes, Essayistes, Nouvellistes, PFL (musiques en été), Piano Nobile, PTR – Post Tenebras Rock, PROJET H107, Radio La Fabrik, Rosebud Production – association pour le cinéma indépendant, Sonopack Festival, SSRS – Le syndicat du spectacle, Silencio, The Montesinos Foundation, Théâtre Ad Hoc, Théâtre Am Stram Gram, Théâtre de l'Orangerie, Théâtre de l'Usine, Théâtre du Grütli, Théâtre du Loup, Théâtre Saint-Gervais, Théâtre du Galpon, Théâtre de la Parfumerie, Théâtre Pitoëff, Théâtre Spirale, Urbanarchy, Utopiana, Visarte, Vélodrome – centre artistique et artisanal autogéré, Zabriskie point, Zoofilms.



NON AU DÉMANTÈLEMENT SOCIAL ET CULTUREL PAR LA DROITE !



TOBIA SCHNEBLI, CHEF DE GROUPE ENSEMBLE
À GAUCHE AU CONSEIL MUNICIPAL

Le programme de coupes budgétaires que la droite municipale a mis en route avec le vote du budget 2016 de la Ville ne correspond en aucune manière à une contrainte financière majeure, comme une chute des recettes, ni à une nécessité quelconque de supprimer des dépenses inutiles ou de corriger des dysfonctionnements majeurs. Le projet de budget 2016 prévoyait un surplus de recettes de 8 millions de francs et l'annonce des excédents de recettes de près de 40 millions de francs dans les comptes de l'exercice 2015 met encore plus en porte-à-faux le programme des coupes budgétaires de la droite.

Une pure politique néolibérale

Le principal objectif de ce programme, comme annoncé dans la lettre que les 4 partis de la droite élargie (PLR, MCG, PDC et UDC), est de réduire le volume des dépenses de la Ville de 50 millions de francs d'ici quatre ans. Il s'agit en effet pour la droite de préparer les réformes fiscales comme la réforme de l'imposition des entreprises 3 (RIE 3, contesté par un ré-

férendum fédéral auquel le PSS vient de se rallier) et encore la suppression de la taxe professionnelle. Ces réformes fiscales comporteront un transfert massif de ressources financières des collectivités publiques en faveur des entreprises et de leurs actionnaires. Les résultats de cette politique sont connus d'avance : les richesses se concentreront encore davantage dans les mains des plus fortunés et, avec moins de prestations sociales et une culture moins accessible, la très grande majorité de la population sera encore plus dépossédée qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Dénoncer un vol organisé

Dans ce contexte, la campagne en vue de la votation du 5 juin sur les deux référendums contre les coupes budgétaires en Ville de Genève acquiert donc une portée encore plus importante. Il s'agit en premier lieu de bloquer le début du programme de démantèlement des prestations sociales et de la culture en Ville de Genève : par exemple empêcher la coupe de près de 300'000 francs aux prestations municipales pour les personnes qui dépendent de leur rente AVS ou encore la coupe de près de 600'000 francs au budget du Fonds chômage de la Ville. Dans la politique culturelle, les coupes aveugles frappent toutes les associations et institutions qui bénéficient de subventions de la Ville, allant de l'Usine (moins 17'000 francs) à l'Orchestre de la Suisse Romande (moins 190'000 francs). En même temps, il faudra dénoncer encore plus clairement le véritable «vol organisé» que constitue le transfert de ressources sous forme de cadeaux fiscaux aux actionnaires des grandes entreprises.

L'importance d'une victoire populaire

À Genève, nous sommes en présence d'une droite particulièrement arrogante et décomplexée dont font partie, comme on peut le voir avec les révélations du scandale des «Panama Papers», les représentants du néolibéralisme le plus rapace, adepte de la fraude fiscale globalisée érigée en système. C'est cette droite qui veut imposer à tout prix son programme de cadeaux fiscaux aux multinationales, de caisses vides et de démantèlement de l'État. Pour changer l'actuel rapport de force politique à Genève, et contrer cette droite, un refus en votation populaire des coupes budgétaires en Ville de Genève est une étape absolument indispensable. La campagne référendaire a besoin du soutien actif de toutes celles et ceux pour qui ce programme néolibéral n'est pas une fatalité.



OÙ EST LA FAUTE ?



MARIE-PIERRE THEUBET,
CHEFFE DE GROUPE, LES VERTS-VILLE

En Ville de Genève, le Conseil municipal doit veiller à ce que les deniers publics soient utilisés au mieux afin que les citoyennes et les citoyens puissent bénéficier de prestations qui assurent leurs droits de vivre dans une ville favorable à leur bien-être sur le plan social, économique et environnemental. Or, lors de la séance budgétaire du Conseil municipal du 15 décembre dernier, les partis de la droite élargie, majoritaires, ont opéré des coupes à hauteur de 7 millions dans le budget 2016 de la Ville sur 2 rubriques majeures: les groupes de comptes 36 (subventions) et les groupes de comptes 31 (biens, services et marchandises). La faute n'a pu être contrée malgré le fait que les partis de l'alternative ont protesté avec véhémence et refusé le budget du Conseil administratif amendé de ces coupes.

La faute consiste à toucher un nombre très important de prestations sociales et culturelles induisant des difficultés auprès des personnes les plus fragilisées, touchant l'emploi, la sécurité et la culture. Par la coupe de 2.5% linéaire opérée dans les comptes relevant des biens, des services et des marchandises, de multiples projets touchant au bien-être des habitantes et des habitants ne pourront pas se développer ou être assurés. Plus que jamais, les projets qui réunissent les personnes d'un quartier ou de la Ville et assurent la cohésion sociale doivent être renforcés afin de lutter contre l'isolement, promouvoir les échanges, créer de la mémoire commune, assurer un bien-être physique et mental. La liste de ces projets est longue.

On lutte contre l'isolement en organisant des manifestations dans les quartiers telles que «la ville est à vous», les promotions seniors et le cinéma pour les aînés, parmi bien d'autres. On favorise la promotion de l'activité physique, source du maintien en bonne santé, par les équipements de quartiers et leur entretien, par les écoles de sport tant pour les enfants que pour les aînés. On offre la possibilité à toutes et à tous d'accéder gratuitement à des manifestations culturelles, que ce soit la Fête de la musique, la Nuit des musées, CinéTransat, pour ne citer que les plus populaires. Tous ces projets participent à faire de notre Ville multiculturelle, une ville ouverte, une ville solidaire, une ville où il fait bon vivre. Pourtant, par cette coupe, la faute est de toucher particulièrement à l'engagement des citoyennes et des citoyens au sein d'associations multiples qui œuvrent pour la population. Les projets visant à l'accueil et à l'intégration de toutes et de tous sont des prérogatives

pour lesquelles la commune peut et doit continuer d'agir.

Où est la faute ?

Une coupe linéaire de 2% sur les subventions sociales et culturelles consiste à minimiser l'importance de ces coupes sur la précarité et l'intégration sociale, sur l'emploi, sur la culture. La faute, en plus, est de couper 10% dans les Fonds généraux qui assurent la réalisation de projets particuliers dans tous les domaines artistiques parmi lesquels la danse, le livre et l'édition, la musique classique, contemporaine, les chorales, le théâtre, mais aussi dans le soutien aux échanges et aux tournées indispensables à la reconnaissance des artistes, la plupart ayant un statut d'intermittents, qui créent à Genève, qui participent à la vie économique, qui contribuent au dynamisme culturel et à l'attrait de la Ville.

Sachant que le projet de budget 2016 proposé par le Conseil administratif présentait un excédent de 8 millions de francs, la faute de la droite relève d'une posture impossible à accepter. Les Verts sont associés à toutes celles et à tous ceux qui s'engagent pour un projet de société en faveur de toutes et de tous.

Pour réparer la faute

Les Verts qui ont refusé le budget 2016 amputé de ces deux coupes, appellent les citoyennes et les citoyens à voter deux fois NON le 5 juin prochain.

PROTÉGER

LE SERVICE PUBLIC



VALÉRIE BUCHS,
SECRÉTAIRE SYNDICALE SIT

Le syndicat SIT s'oppose aux coupes budgétaires en Ville de Genève et participe au comité référendaire pour faire barrage à l'ensemble du programme de démantèlement social et culturel que la majorité de droite entend appliquer en Ville de Genève au cours de cette législature. Dès juin 2015, elle annonçait clairement son intention de remettre en cause le statut du personnel municipal, faciliter les licenciements, réintroduire des contrats privés et contourner le partenariat social. Elle a poursuivi son travail de sappe en coupant à la hache 7.3 millions de francs dans un budget 2016 pourtant excédentaire, ce qui a un impact sur le service public ainsi que les prestations à la population.

Ces coupes touchent linéairement toutes les associations dans le domaine du social, du caritatif, de la jeunesse et de la coopération internationale, ce qui affectera la cohésion sociale et les plus fragiles d'entre nous. Les 300'000 francs de moins dans les prestations destinées aux personnes âgées ou les 600'000 francs amputés dans le Fonds chômage destiné à des programmes de réinsertion pour des chômeurs-euses en fin de droit, révèlent une politique profondément antisociale. Les coupes de 2% dans les subventions de la culture et la baisse de 10% dans les Fonds généraux produisent un impact sur les moyens de création, le nombre et la diversité des événements culturels, ainsi que l'accès de toute la population à une culture de qualité. Des emplois sont clairement menacés dans le secteur culturel.

Personnel en danger

Le personnel de l'administration municipale n'est pas épargné. Deux millions de francs ont été supprimés par la prolongation du gel des postes vacants. Déjà auparavant, le personnel devait attendre entre 3 et 6 mois le remplacement des partants, ce qui provoque une surcharge de travail importante et pègre les prestations municipales. En coupant 4 millions supplémentaires, dans la ligne «biens, services et marchandises», les moyens qui permettent au personnel de faire son travail sont amputés. Les vêtements de travail, l'entretien des locaux, le matériel et les outils seront touchés. La sécurité des bâtiments et des infrastructures publiques sont en jeu, ainsi que des mandats pour de

nombreuses prestations à la population (soutien technique et logistique aux manifestations sportives et culturelles).

Non à l'attaque contre le service public

Après le canton de Genève, la droite impose un programme d'austérité malgré des finances communales saines, dans le but de préparer le terrain aux cadeaux fiscaux pour les entreprises. Sur les dix dernières années, les comptes de la Ville ont systématiquement présenté des exercices bénéficiaires. Seule exception, 2013, année où les communes affiliées à la caisse de prévoyance CAP ont décidé de recapitaliser la caisse de pension d'un seul coup, à l'occasion de son changement de structure juridique exigé par les nouvelles règles fédérales. Quant à la dette de la Ville de Genève, elle a reculé de 12% en 10 ans. Ces attaques n'ont donc aucun fondement visant un équilibre budgétaire. Il s'agit avant tout d'une politique consistant à réduire les services publics au profit des intérêts du privé et à préparer le terrain en vue de la troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIE III). Ce nouveau cadeau fiscal aux entreprises entraînerait une perte pour la Ville de Genève estimée à plusieurs dizaines de millions de francs par an. La droite municipale a clairement exprimé son objectif de faire, au cours de cette législature, des économies à hauteur de ces pertes fiscales.

DES COUPES DÉLÉTÈRES

COMITÉ DE RÉDACTION CAUSES COMMUNES

Les 36 associations composant le Collectif d'associations pour l'action sociale - Capas - ont tenu à rappeler quelques points essentiels du contexte actuel, dans lequel les coupes municipales sont tombées, en ajoutant précarité et défiance.

Écouter le terrain : le CAPAS

Concernant le public et les usager-ères, tout d'abord, le CAPAS constate une augmentation de l'exclusion administrative des usagers et de la violence administrative; une augmentation de cas psychologiquement et physiquement atteints chez les SDF. Des difficultés d'intégration professionnelle des usagers du CAPAS : des marges d'accès à l'emploi très étroites. Le CAPAS fait état, à partir de ses observations de terrain, de difficultés grandissantes pour l'intégration sociale, de stigmatisations plus marquées du public, ainsi que la diminution de l'accès aux droits fondamentaux. Par ordre de priorité : difficultés d'hébergement, difficultés à avoir de quoi manger, à avoir une bonne santé et hygiène, à se vêtir. Le CAPAS observe que des liens sociaux sont déficients : solitude, manque de dignité, fort rajeunissement de la population précarisée, en particulier chez les migrant-e-s, et les jeunes sans travail, une intégration sociale et professionnelle difficile et des processus d'exclusions plus marqués. Faut-il couper encore là-dedans ? NON et NON !

Social en péril

Surtout, le CAPAS fait état d'associations soumises à de fortes pressions administratives. Les réductions des prestations des services administratifs, sociaux et autres reports de charges rendent de plus en plus ardu l'accomplissement des missions. Ces coupes municipales injustifiées

et injustifiables mettent encore plus de pression sur des entités fonctionnant déjà à flux tendu. Résultats : une pression plus grande du système administratif, des tensions avec des attentes de rendement économique en augmentation. À cela, s'ajoutent une grande fragilité et une volatilité des marchés économiques pour les entreprises sociales. Le privé n'y suppléera pas ! Les mandataires deviennent de plus en plus exigeants et il y a plus de concurrence sur les marchés. Le principe des appels d'offres rend très compliqué l'insertion d'employé-e-s de plus en plus fragilisé-e-s ! Les associations sur le terrain subissent des exigences accrues en termes de compétences personnelles et professionnelles. Les exigences et pressions afin d'être très polyvalent (suivi social, recherche de fonds, administration d'une structure et d'équipes de professionnels et bénévoles, gestion de projets, comptabilité et gestion de budget, etc.) conduisent les entités à des points de rupture. Faut-il mettre encore plus de pressions sur les entités sociales ? NON et NON !

Situation à haut risque

Le manque de moyens financiers et de professionnel-le-s au sein des associations conduit à des suppressions de postes, des heures supplémentaires impayées, des prestations non couvertes par manque de moyens, des surcharges professionnelles et des incapacités à répondre à toutes les demandes. Dans les relations avec l'État et la Ville de Genève, le CAPAS constate plus de tensions et moins de compréhension. Enfin, le CAPAS fait état de déficits financiers répétés, d'une inquiétante diminution des bénévoles et des donateur-trice-s. Le contexte social est à haut risque, il n'est pas temps de le fragiliser encore plus !

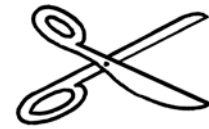
CAPAS

36 associations de tailles différentes
85 domaines d'intervention complémentaires
760 professionnel.le.s sur le terrain qui accompagnent, conseillent, observent, écoutent, réfléchissent, produisent des informations.

Plus de 2000 bénévoles formés par les associations
En 2015, les associations membres reçoivent plus de 88'630 bénéficiaires et ce nombre va en augmentant. C'est également plus de 329'900 prestations effectuées chaque année, aussi bien par des mesures de prévention telles que la distribution de seringues (63'121 en 2014), la vaccination et les soins en santé primaire (917 en 2014), que d'actions sur le terrain (83'327 repas distribués, 617 mesures de réinsertion professionnelle, et autres...).

CAPAS – 67 rue de la Servette,
CP 128 – 1211 Genève 7
secretariat@capas-ge.ch – www.capas-ge.ch
Coprésidence : Dominique Froidevaux
et Judith Saulmier
Coordinatrices : Nathalie Favre (079 379 78 18)
et Geneviève Bordry (079 810 23 13)

DES COUPES INDOLORES ?



Vous ne savez pas bien ce que représentent les coupes dans le budget de la Ville de Genève ? Vous ne vous sentez pas forcément concernés ? Causes communes s'est adressé aux entités culturelles et sociales afin qu'elles nous expliquent ce que sont ces coupes, comment elles impacteront leur fonctionnement, et donc les citoyen-ne-s

DES TÉMOIGNAGES DANS LA CULTURE



Théâtre de l'Orangerie

Suite à la votation du budget municipal 2016 par la Ville de Genève, le Théâtre de l'Orangerie subit des coupes budgétaires d'un montant de CHF 30'000 francs pour sa saison 2016. Pour l'heure, nous misons tout sur le mécénat privé afin de combler cette perte et sommes en attente de précieuses réponses. Si les réponses s'avèrent négatives, nous devons faire face à des répercussions fâcheuses sur la programmation (suppression d'un spectacle ou diminution des cachets pour les compagnies et les comédiens).

Valentin Rossier,
Directeur

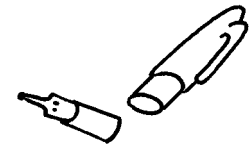
*2 X NON aux coupes
sur le Théâtre de l'Orangerie*

CEC

Aujourd'hui, à Genève, il est totalement inapproprié et inconscient de diminuer les soutiens à la culture, de vouloir atteindre et affaiblir le monde culturel et artistique au moment même où notre société en a le plus besoin, vacille et voit émerger de nouveaux archaïsmes, des dérives anti-démocratiques et de nouvelles formes d'autoritarisme. De nouvelles menaces de régressions et de réactions planent sur nos libertés : notre liberté de penser, de s'exprimer, d'agir et d'entreprendre. Le politique a une énorme responsabilité, plus importante et primordiale encore que dans les années 2000, et devrait au contraire soutenir et développer la culture plutôt que l'attaquer. Les musées doivent absolument conserver ce rôle de guides et de producteurs de sens et continuer à représenter des espaces de libre pensée, de débat et de prise de conscience.

Véronique Bacchetta,
Directrice du Centre d'édition
contemporaine, Genève

*2 X NON aux coupes
sur le Centre d'édition
contemporaine, Genève*



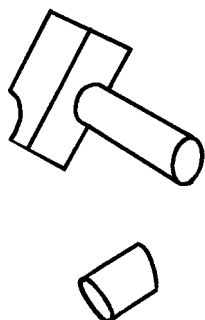
La Villa Dutoit

Pour la Villa Dutoit, la coupe de 2% dans le budget 2016 correspond à une année sans eau et sans électricité. Mais nous n'accueillerons pas, bien sûr, le public de nos expositions et concerts dans l'obscurité. C'est donc directement le portefeuille alloué à la programmation artistique qui sera affecté : la coupe correspondrait alors par exemple au cachet des musiciens pour un ou deux concerts. Ça peut paraître anecdotique, mais deux concerts, c'est 20% de notre programmation musicale en moins, un appauvrissement finalement considérable dans une région de la Ville où l'offre culturelle n'est déjà pas élevée!!

François Mützenber,
Président de l'Association Villa Dutoit

*2 X NON aux coupes
sur le Théâtre de l'Orangerie*

DANS LE SOCIAL



ASSOCIATION LIRE-ÉCRIRE

L'illettrisme touche 15% de la population à Genève. Cette situation a des coûts humains et économiques considérables, car l'illettrisme freine l'intégration sociale et professionnelle. L'Association Lire et Écrire, avec les faibles subventions reçues, accompagne chaque année une centaine d'adultes qui réapprennent à lire et à écrire. La moitié de ces personnes ont suivi leur scolarité en Suisse. Avec sa subvention annuelle qui passe de 25'000 à 24'500 francs, Lire et Écrire ne pourra pas accompagner plus de personnes en situation d'illettrisme, malgré le besoin.

Anne-Béatrice Duparc,
Responsable de la Sensibilisation,
Association Lire et Écrire

*2 X NON aux coupes
sur l'association Lire-Écrire*

FGC

La Fédération genevoise de coopération perçoit 11 millions de francs des collectivités publiques (Confédération, Canton et communes genevois) pour mener des projets de coopération. Elle agit à travers ses 60 organisations membres. Grâce à sa structure au fonctionnement léger, en grande partie basée sur des collaborations bénévoles, moins de 10% de budget est consacré à la coordination et à la formation continue, le reste étant directement affecté aux projets. Ce fonctionnement lui permet de soutenir plus de 100 projets chaque année dans une trentaine de pays. En outre, la Fédération consacre 2.5% de ces fonds à des actions d'éducation, de sensibilisation et d'information en Suisse.

Depuis 2013, la contribution cantonale a été réduite de 17% par une décision du Grand Conseil. La coupe proposée par la Ville de Genève vient donc s'ajouter à un contexte difficile. Ceci signifie sur le terrain que certains projets de développement rural, d'éducation ou bien encore de santé ne pourront plus être financés ou seulement partiellement. Des projets qui bien souvent, dans des contextes de grandes nécessités, font la différence pour de nombreuses personnes.

Maribel Rodriguez,
Secrétaire Générale de la FGC

*2 X NON aux coupes
sur la Fédération genevoise
de coopération (FGC)*

ASSOCIATION 360

L'association 360 travaille à l'inclusion des personnes quelle que soit leur orientation sexuelle ou leur identité de genre. Elle est active dans la défense des droits des personnes Lesbiennes, Gay, Bisexuelles et Transgenres (LGBT) afin de donner une même chance à chacun-e dans la vie de tous les jours.

Ses services sociaux rassemblent une permanence juridique, des permanences et des groupes Trans, Homoparents, Bi, un groupe d'entraide et de convivialité pour nos Aîné-e-s ainsi qu'une permanence d'accueil du lundi au vendredi. Notre équipe travaille à temps partiel, soit un équivalent d'un 115% rémunéré y compris la gestion administrative. Cependant une grande partie du travail s'effectue de manière bénévole, soit un 160% supplémentaire.

Cette coupe budgétaire de 2% est celle qui fait déborder la coupe quand celle-ci est déjà pleine et représente pour notre association :

- un mois de salaire en moins pour la coordinatrice du groupe Trans ou du groupe Homoparents.
 - un mois sans communications téléphoniques et accès à internet pour l'ensemble de nos services sociaux.
- Nous espérons que les Genevois.e.s prendront toute la mesure de ces coupes et se feront entendre lors de la votation du 5 juin.

Philippe Scandolera,
Coprésident de l'association 360

*2 X NON aux coupes
sur l'Association 360*

TOUS ÉCRANS

Pour comprendre en quoi ces coupes sont désastreuses pour le Geneva International Film Festival Tous Écrans, il faut d'abord analyser la situation globale. Depuis trois ans, nous avons fait des efforts massifs pour rendre au festival la place qui devrait être la sienne en Suisse et en Europe. Alors que la Ville et l'État n'ont pas augmenté leur soutien depuis douze ans, nous sommes néanmoins parvenus à renforcer notre budget, en trouvant de nouveaux partenaires privés mais aussi en obtenant des fonds fédéraux et européens et en augmentant nos recettes propres. Aujourd'hui, nous sommes en négociation avec l'Office fédéral de la culture pour pérenniser le soutien de Berne pour les quatre années à venir. Et quel signal donnent nos élus locaux? Ils nous imposent des coupes linéaires, soit la perspective zéro de la politique culturelle. L'effet pour l'image du festival est catastrophique, tant au niveau de Berne que de nos partenaires privés. C'est aussi un contresens économique, dans la mesure où pour chaque franc investi par les collectivités locales dans le festival, nous investissons de notre côté deux francs et l'ensemble est intégralement dépensé à Genève. Mais l'image est aussi catastrophique pour Genève, qui donne l'impression d'une ville à la politique fiévreuse et capricieuse. J'ajouterais que ces coupes vont devoir nous faire mécaniquement réduire la voilure cette année, ce qui va impacter nos programmes mais aussi, naturellement, nos ressources humaines.

D'une manière générale, Genève vit en ce moment une crise d'identité massive. Elle devient toujours plus internationale, les loyers s'envolent, les lieux de vie et de rencontre se réduisent, la jeunesse n'a plus d'exutoire. C'est l'image inverse de la Genève dynamique et culturelle que j'ai connue il y a vingt ans. Même les gens les plus conservateurs s'aperçoivent qu'il y a quelque chose qui cloche là-dedans. Et comment réagit-on? En serrant encore plus le garrot autour de la culture et du social, deux secteurs du bien-vivre ensemble. Nous devrions reconsidérer les choses avec un point de vue moins partisan et plus global. Que voulons-nous pour Genève? À quoi devra-t-elle ressembler dans dix ans ou vingt ans? Cela dit, je suis pour un débat de fond sur la culture. C'est à mon avis une chose saine, du moment que ce débat s'organise de façon ouverte et non unilatérale.

Emmanuel Cuénod,
Executive & artistic director,
Festival Tous Écrans
- Geneva International Film Festival

**2 X NON aux coupes
sur le Festival Tous Écrans**
- Geneva International Film Festival

BLACK MOVIE

Mardi 15 décembre 2015, la droite dite élargie a voté plusieurs coupes budgétaires, dont celle linéaire de 10% sur les Fonds généraux alloués à la culture.

L'idée derrière cette coupe était de pousser le magistrat Sami Kanaan à effectuer des choix parmi « ses subventionnés ». Le résultat de ce vote a été immédiat: ne pouvant faire des choix, le magistrat a aussi coupé linéairement.

La coupe a été annoncée au Festival Black Movie mi-janvier 2016: 18'000 francs en moins pour l'édition qui a commencé une semaine plus tard (22-31 janvier)!

Étant depuis toujours dans une économie très stricte, ces 18'000 francs n'ont évidemment pas pu être résorbés, et cela s'est traduit en déficit « annoncé ». Inutile de le préciser, cela implique une baisse de 36'000 francs pour la prochaine édition: la baisse de la subvention cumulée au rattrapage de ce déficit.

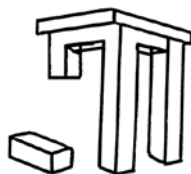
Pour le festival, c'est catastrophique. Pour l'édition 2017, une baisse de 36'000 francs représente :

- le budget location films et leur transport, ou
- la totalité des invités, (cinéastes et journalistes), ou
- le programme papier et l'affichage en moins, ou
- deux salles de cinéma sur 10 jours en moins, ou
- sept mois de travail (100%) en moins.

Cela sans compter les 2% qui se repercutent aussi en partie sur le festival.

Maria Watzlawick,
Codirection, Festival Black Movie, International Independent Film Festival of Geneva

**2 X NON aux coupes
sur le festival Black Movie**



FILMAR

La subvention pour la 18e édition (novembre 2016) de FILMAR en Amérique Latine octroyée par le Département de la Culture est actuellement coupée de 10%. Depuis 17 ans, par le biais des langages cinématographiques d'Amérique latine, FILMAR s'engage et milite pour un échange fertile entre cultures, il a touché, lors des trois dernières éditions le seuil des 20'000 spectateurs. Nous réalisons cela avec un budget annuel largement en dessous des besoins réels. Nous regrettons les récentes coupes budgétaires, non seulement pour les arguments et les motivations qui les justifient, mais également pour leurs conséquences directes et immédiates sur notre festival, ainsi que sur de nombreux autres projets culturels de la Ville. Ce passage sombre et vulnérabilisant a des coûts réels : dans le cas de FILMAR, les coupes de 10% vont nous obliger à sacrifier 4 invités (vol intercontinental, hébergement et repas), ou nous laisser sans une salle de 400 places pour l'ouverture et la clôture du festival (coûts de location, projectionniste, entretien et sécurité) ou encore nous confronter à l'impossibilité de garantir le sous-titrage français de 10 à 15 films au cœur de notre programmation.

Sara Cereghetti,
Directrice / Directora,
FILMAR en Amérique Latine

**2 X NON aux coupes
sur le festival FILMAR
en Amérique Latine**

DANS LE CINÉMA

Festival «Everybody's Perfect»

Notre festival est très pauvre et fonctionne pour l'essentiel bénévolement, préparé sur deux ans et payé sur un, au coup par coup. Depuis janvier 2010, nous attaquons notre 7e et probablement dernière année, du 14 au 22 octobre 2016 à Genève. C'est trop dur et - par exemple - j'ai accumulé tant de bénévolat - 18 mois à temps plein sur 6 ans - tant de factures, que je ne pourrai plus continuer, mon coprésident non plus. Nous avons décidé de rabattre la voile à l'issue de la précédente édition, en 2014, qui, avec 145 films, nous avait semblé très ambitieuse. Couper 10% dans cette nouvelle édition est effectivement difficile, nous luttons. Nous avons trouvé une comptable qui va s'occuper de nos comptes gratuitement, une fiduciaire moins chère, car cela aussi coûte de plus en plus et est obligatoire au-delà de 50'000 francs de subventions (de 3'000 à 5'000 francs en sus dans le poste administration). Couper 10%, c'est couper l'oxygène qu'avait encore notre festival. Couper 10%, c'est réfléchir à inviter ou pas des réalisateurs, et ça, c'est regrettable. Ce sont des master-classes, des ateliers en moins. Que faire ? Annuler le poste administration, supprimer le poste maquillage, ne plus imprimer d'affiches en Suisse, car trop cher ? Il faut donc choisir un poste à supprimer : la pub, l'attaché de presse ? Mais c'est cela même qui peut faire vivre un spectacle, un film, un festival ! Il faut donc faire le constat que la culture et le social sont considérés par certains comme superflus, ce qui bien évidemment donne à réfléchir, dans une société qui semble de plus en plus prôner la bêtise et l'ignorance, la captation des richesses. Nous sommes bien loin des Lumières et en souffrons, l'obscurité gagne, les luttes intestines s'enveniment, car nous sommes trop pauvres, bien que notre festival soit totalement en dehors de toute polémique, noise ou autre vilénie. Ces décisions de coupe sont stupides. Les politiques n'ont souvent pas de vision, pas d'idée. Et tout cela ne vise qu'à nous rabaisser, nous étouffer, nous empêcher de parler, de remettre en question. Et encore, nous, les artistes et les culturels, pouvons rétorquer... pour le social, c'est pire sans doute. Tout cela est navrant et ne fait que refléter l'état des choses, déliquescent et décadent. Et pourtant, nous avons tant besoin de gens qui se mettent au travail pour créer une société digne de ce nom, du lien, montrer des films, sensibiliser le public, porter des projets innovants. Pourquoi couper les ailes de ceux qui proposent ?

Agnès-Maritza Boulmer,
Cofondatrice et coprésidente du Festival,
«Everybody's Perfect».
Documentariste et metteuse en scène

**2 X NON aux coupes
sur le Festival «Everybody's Perfect»**

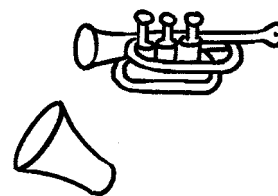
L'Ondine

Il semble toujours qu'une légère coupe - 1% le plus fréquemment - dans les subventions octroyées soit par une commune, soit par le Canton soit indolore pour les associations qui la subissent, parce que la somme est insignifiante. Président de l'Ondine genevoise, une école de musique de quelque 120 élèves, je tiens à affirmer que c'est une erreur. Notre académie de musique gère au franc près ses plans financiers annuels et doit rechercher des activités lucratives pour boucler ses comptes, alors même que son administration est totalement bénévole. La subvention cantonale perçue est la même somme depuis 2010, mais réduite de 3% en trois ans. Elle devrait s'amincir de 5% encore d'ici 2018. Et voici que la subvention de la Ville de Genève baisse de 2% et les fonds généraux de 10%, soit pour l'Ondine genevoise une perte de quelque 5'000 francs. Bagatelle, pensez-vous ? Non ! C'est le coût d'un déplacement de notre harmonie lors d'un concert hors de Genève, ou l'entretien d'une demi-douzaine d'instruments, ou de nos costumes. Cette politique d'économies répétées, ces petites ponctions effectuées sans discernement mettent tout simplement en jeu l'existence même d'une école de musique qui assure sur les plans artistique, pédagogique et social une tâche remarquable et reconnue depuis 126 ans ! Et maintenant le coup de grâce vient de la Ville !

Du beau travail, vraiment !

Gérard Deshusses,
Président de l'Ondine genevoise

**2 X NON aux coupes
sur l'Ondine**



DANS L'ÉDUCATION

CPV

Depuis 50 ans, le CPV s'efforce de tout mettre en œuvre pour offrir aux enfants des familles genevoises, notamment celles à faible revenu, des vacances au plus bas prix possible, avec des prestations de grande qualité dans un objectif de bien-être personnel et d'intégration sociale. Le budget de l'Association est constitué de subventions de l'État, de la Ville de Genève et des communes genevoises pour 12% et de 54% de recettes diverses pour 34%, à la charge des familles. Les subventions, inchangées depuis plusieurs années, ne prennent ni en compte l'augmentation du coût de vie en général ni les augmentations des frais de fonctionnement de l'Association, induites par les nouvelles exigences administratives et sécuritaires. Les coupes budgétaires auront pour effet de contraindre le CPV à rechercher d'avantage de fonds pour son fonctionnement dans un secteur privé déjà passablement sollicité et donc, sans garantie de succès, à réduire des prestations voire des postes et en plus, à devoir répercuter le manque à gagner sur le prix des camps facturés aux familles.

Jean-Luc Mühlebach,
Directeur du CPV

**2 X NON aux coupes
sur le Centre protestant de vacances**

LA CULTURE LUTTE...

CONTRE L'OBSCURANTISME



NICOLE VALIQUER GRECUCCIO
DÉPUTÉE

Un lundi noir pour la culture que celui du 14 décembre 2015 qui a vu la majorité de la droite élargie du Conseil municipal de la Ville de Genève adopter un budget avec des coupes catastrophiques dans le domaine de la culture notamment.

Des coupes linéaires, à la hache, de 2% dans toutes les structures subventionnées, de 10% dans les Fonds généraux destinés à la création artistique et au soutien des artistes et compagnies indépendantes, et de 2% dans les prestations culturelles et sociales offertes à la population. Décidées sans aucun dialogue avec les associations et milieux concernés, souvent sans en connaître les activités ou les programmations, sans mesurer les conséquences concrètes de ces décisions pour les acteurs culturels, les associations actives dans ce domaine et la culture en général.

Des coupes arbitraires

Ironie du sort : une décision d'autorité, signe de mépris culturel, appliquée au nom de l'égalité à l'ensemble des acteurs culturels, exception faite du Grand Théâtre. Une décision anodine selon certains... juste 2%... juste 10%... juste 2,5%... pour justifier avec légèreté l'absence d'un débat de fond et de motifs fondés, et se cacher les impacts concrets de cette même légèreté au nom de l'affirmation d'un pouvoir reconquis.

L'exercice du pouvoir et son affirmation se mesure-t-il pour la droite dans le domaine du théâtre : au nombre de représentations qui devront être annulées ? Aux salaires

qui ne pourront être versés à des comédiens-ne-s ? Aux productions qui seront abandonnées ? À la précarité renforcée de nombre de métiers qui vivent de ces créations : accessoiristes, maquilleuses... ? Au manque de commandes adressées aux menuisiers, décorateurs et autres artisans ?

Celles et ceux qui ont voté ces coupes ont-ils réfléchi avant d'amputer environ 152'000 francs à la Comédie, soit une somme qui représente comme l'institution l'a elle-même relevé, un accueil comme *Lorenzaccio*, une production comme *Épître aux jeunes acteurs* ou encore les salaires des 6 comédiens d'*Un conte cruel* ? Et il en va ainsi de tous les théâtres et autres institutions.

Ni banal, ni anodin

Banales vraiment ces coupes qui interviennent dans l'ensemble des secteurs culturels ?

Anodines ces coupes de 10% dans les enveloppes financières destinées à soutenir des projets précis, en particulier ceux de créateurs et de compagnies indépendantes ? Il s'agit pourtant de la mise en péril de spectacles de danse, du soutien aux chorales et à l'écriture de pièces de théâtre par des jeunes auteurs, de la production d'un documentaire ou de concerts de musique classique ou contemporaine...

Non, les coupes arbitraires, linéaires, sont une claire attaque contre la culture dans l'ensemble de ses expressions. Est-ce le programme politique de la droite élargie ? C'est donc ce modèle-là que l'on nous vend pour se gausser des propositions de la gauche et du soutien qu'elle a toujours accordé à la culture ?

Plus grave encore, ces attaques sans nuances contre la culture érigent l'arbitraire comme seul défi culturel.

Le passage à vide des humanistes

Comme je l'ai réaffirmé lors du débat au Grand Conseil sur la Nouvelle Comédie, je ne peux pas imaginer que certains partis aux racines humanistes oublient que le théâtre est un lieu de vie où partager avec l'Autre des émotions, vivre à ses côtés passions, déchirements, désirs, plaisirs..., être traversé comme son semblable par le questionnement et le bonheur des possibles. Pourraient-ils nier que la culture est le terreau de l'égalité ?

Appel à la droite

Alors comme citoyenne et élue, j'appelle les élu-e-s de droite à revenir à la raison. Qu'ils-elles entendent celles et ceux qui se sont levé-e-s au Grand Théâtre, lors de la première de *la Flûte enchantée* en décembre dernier, pour applaudir les mots d'ouverture de Tobias Richter, Christine Ferrier, du Rassemblement des artistes et acteurs culturels, et Barbara Giongo, de La Culture lutte, qui ont rappelé l'importance d'une « culture plurielle, ouverte et éclatante », soulignant qu'il n'y a pas la culture « off » d'un côté et « institutionnelle » de l'autre. Et de mentionner *la Flûte enchantée* montée au Grand Théâtre par Omar Porras et son Teatro Malandro, lui qui a débuté au Théâtre du Garage au cœur d'un squat genevois. (<http://www.comedie.ch/lectures/prise-de-parole-de-la-culture-lutte-au-grand-theatre-de-geneve>)

J'ose donc encore croire qu'à l'heure des obscurantismes, ces élu-e-s retrouvent le sens de l'intérêt général pour réaffirmer avec force et conviction le principe de la culture comme fondatrice de l'être ensemble et s'engagent à appeler leurs partis respectifs et leur électoralat à refuser ces coupes budgétaires.

DES COUPES

DANS LA MUSIQUE



DALYA MITRI

Les coupes dans les Fonds Généraux de la Culture consistent en une diminution de 10% des fonds dédiés aux projets spécifiques et demandes ponctuelles des acteurs culturels en Ville de Genève. Elles touchent aussi des associations au bénéfice de conventions avec la Ville ou le Canton. Cela en parallèle ou en addition aux coupes de 2% sur les lignes budgétaires (36) de subvention; sans oublier les coupes linéaires de 2,5% sur les fouritures et mandats (lignes budgétaires 31) qui concernent l'organisation d'actions culturelles.

Concrètement, ce sera moins de manifestations culturelles ponctuelles (albums, diffusion, spectacles). Par effet de levier, ces coupes ont un impact sur la vie économique, en créant une dynamique négative affectant les emplois, mais aussi des domaines périphériques comme la restauration ou l'hôtellerie.

Roland Le Blevenec, membre fondateur du festival Voix de Fête

«Pour le festival Voix de Fête, les conséquences des coupes budgétaires annoncées représentent une baisse de soutien de 10'000 francs environ. Nous réduirons prioritairement tous les projets à risque, tel que le soutien que nous apportons aux artistes suisses présentés dans des

concerts gratuits. Nous serons aussi enclins à réduire les prestations techniques d'entreprises genevoises, les nuitées d'hôtellerie pour les artistes et les salaires de prestataires. Ces baisses ne nous permettront pas de maintenir des prix de concerts abordables; ce qui risque de provoquer une baisse de fréquentation significative et dangereuse pour la pérennité du projet. La culture est un vecteur important d'activité économique et d'emploi qu'il est dangereux de ne pas prendre en compte.»

Manuel Hagmann, Orioxy, groupe au bénéfice d'une bourse d'aide à la création

«Je pense que ces coupes sont symptomatiques d'un phénomène global, d'une société fonctionnant sur un modèle capitaliste en pleine dégénérescence, qui grappille de l'argent sur le «maillon faible», c'est-à-dire la culture et le social. Ces coupes sont la version locale de ce phénomène. Diminuer l'investissement dans les disciplines d'une grande importance pour l'épanouissement de l'être humain, comme la musique, est une décision politique qui mérite d'être combattue.»

Gabriel Zufferey, Musicien au bénéfice d'une bourse d'aide à la création

«Lorsqu'on remet en question des financements destinés à soutenir la culture et le social - deux termes qui évoquent le «vivre ensemble» - en prenant la décision de réduire l'ensemble en basique pourcentage, cela me semble être un acte dénué de réflexion profonde sur la valeur inestimable du vivre-ensemble. Tout dépend des intentions, des actes qui en découlent et des capacités à se remettre en question en servant des expériences, chaque fois avec plus d'authenticité et avec l'intention de se développer vers le meilleur. Lorsqu'il s'agit de finance et de politique, je crains que l'on s'égaré rapidement. Les enjeux ainsi

que ceux qui participent aux décisions - censés représenter toutes les couches de la société - sont multiples. Pour que la balance penche vers le vivre-ensemble et le partage, le peuple doit faire suffisamment pression pour se faire entendre - et je crois que c'est ce qui est en train de se passer. Nous avons encore cette possibilité-là dans ce pays qui est le nôtre.»

Béatrice Graf, musicienne, membre du comité de l'AMR, chargée de projets

«Les fonds consacrés à la musique n'étaient déjà pas suffisants, et n'aidaient à financer que 200 projets pour tous styles de musique confondus. Le paradoxe étant que la formation des musiciens vise à l'excellence, nombre d'écoles de très haut niveau existent dans le Canton et la Ville, contrastant avec la précarité dans laquelle se trouve la-le musicien-ne vivant de son art par la suite. Quant aux coupes de 2%, le chiffre peut paraître désuet, mais cela représente énormément pour le tissu associatif. Pour l'AMR cela représente 16288 francs. C'est énorme pour une association qui fait déjà le «maximum avec le minimum» de moyens, en proposant des ateliers à prix réduits, ou en organisant des festivals et concerts gratuits. Les frais fixes resteront les mêmes, et c'est la création qui va être touchée. Le processus créatif est la raison d'être des associations œuvrant dans le domaine de l'art! La culture se doit d'être nourrie par ces forces vives, mises en péril par ces coupes qui peuvent paraître mineures, mais dont la gravité est incontestable. La position de certain-e-s élu-e-s de droite démontre une méconnaissance crasse des réels enjeux sociaux. Ils-elles exercent une politique partisane, et sont incapables de représenter tous les pans de la société genevoise.»

LE CINÉMA MUET ?



EMMANUEL DEONNA,
CONSEILLER MUNICIPAL

Pour la Genève internationale et humaniste, l'essor des festivals de films est une source de réjouissance particulière. Les festivals viennent enrichir l'offre cinématographique. Ils donnent aussi des perspectives nouvelles à la profession audiovisuelle et servent d'interfaces pour différents secteurs qui peuvent y développer leurs idées et projets (par exemple les milieux académiques et associatifs).

Animatou, Tous Écrans, Black Movie, le Festival international du film oriental, le Festival international du film et forum sur les droits humains, Filmar, Everybody is Perfect, etc. Ces festivals ont accru leur visibilité au sein des circuits internationaux et leur référencement dans la presse spécialisée.

Perspective zéro de la politique culturelle

L'annonce des coupes votées par le Conseil municipal a donc vivement touché les milieux concernés. Ces derniers sont pourtant habitués à recourir aux financements croisés. Les festivals diversifient leur financement en faisant appel à des partenaires privés, aux fonds fédéraux et européens et en dégagant leurs recettes propres. Interrogé sur l'impact de la cure d'austérité, Emmanuel Cuénod, directeur du festival *Tous Écrans*, souligne : «Aujourd'hui, nous sommes en négociation avec l'Office fédéral de la culture pour pérenniser le soutien de Berne pour les quatre années à venir. Et quel signal donnent nos élus locaux ? Ils nous imposent des coupes linéaires, soit la perspective zéro de la politique culturelle. L'effet pour l'image du Festival est

catastrophique, tant au niveau de Berne que de nos partenaires privés. C'est aussi un contresens économique, dans la mesure où pour chaque franc investi par les collectivités locales dans le festival, nous investissons de notre côté deux francs, et l'ensemble est intégralement dépensé à Genève».

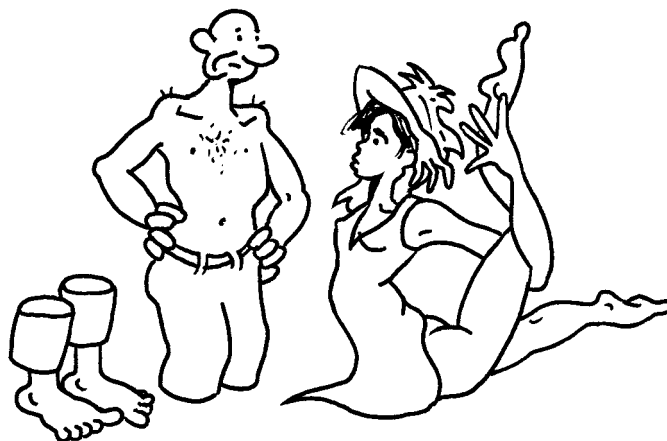
Les festivals dans la tourmente

L'impact est délétère pour *Black Movie*, car le festival est à la fois victime de la coupe de 10% dans les Fonds généraux de la culture et du calendrier décisionnaire. Maria Watzlawick, codirectrice de ce festival à la réputation enviable chez les férus de cinéma africain et asiatique, détaille les effets de ces coupes : «Pour l'édition 2017, une baisse de 36'000 francs imposerait de sacrifier le budget de location des films et leur transport, ou la totalité des invités (cinéastes et journalistes), ou le programme papier et l'affichage, ou deux salles de cinéma sur 10 jours, ou encore sept mois de travail (100%)». Le constat est le même du côté du festival *Filmar*, dédié aux filmographies latino-américaines. Les coupes viennent là aussi, comme pour *Black Movie*, freiner un festival en pleine expansion (il propose notamment depuis 2012 des projections à Saint-Julien, Divonne-les-Bains et Annemasse). Les mêmes effets très concrets se font ressentir : «Les coupes de 10% vont nous obliger à sacrifier 4 invités (vol intercontinental, hébergement et repas), ou nous laisser sans une salle de 400 places pour l'ouverture et la clôture du festival (coûts de location, projectionniste, entretien et sécurité) ou encore nous confronter à l'impossibilité de garantir le sous-titrage français de 10 à 15 films au cœur de notre programmation», relève Sara Cereghetti, directrice du festival.

L'ingéniosité malgré tout

Les coupes fragilisent également les petites entités qui doivent lutter pour leur survie avec un budget modeste : «Une coupe de 5'000 francs a été imposée à

notre association, ce qui correspond plus ou moins à un salaire mensuel. En tenant compte du manque de moyens financiers (budget de fonctionnement annuel de moins de 350'000 francs en 2016) dont dispose notre festival depuis sa création, cela vient ajouter une inquiétude supplémentaire», explique Matilda Tavelli, responsable de la programmation du festival *Animatou* consacré au cinéma d'animation. Habitues à faire preuve de ténacité, les intéressés rivalisent pourtant d'ingéniosité pour faire face à la situation. «Couper 10% à notre festival est effectivement difficile, mais nous cherchons des solutions. Nous avons trouvé par exemple une comptable qui va s'occuper de nos comptes gratuitement», explique Agnès-Maritza Boulmer, cofondatrice et coprogrammatrice d'*Everybody is Perfect*, festival qui propose depuis 7 ans des films traitant des questions LGBTIQ. Continuer à offrir une programmation attrayante et ambitieuse dans ces conditions impose en tout cas, à tous, des choix cornéliens. Certains renoncent à investir dans la communication, ce qui équivaut pourtant à sacrifier la potentielle reconnaissance d'un film et le travail des artistes qui vont de pair. «Il faut aussi accepter, supporter, subir et constater que la culture et le social sont considérés comme superflus, ce qui bien évidemment donne à réfléchir, dans une société qui semble de plus en plus prôner la bêtise et l'ignorance... le rien, le vide, le néant, la non-intelligence, le non-cérébral, le non-intellectuel», conclut sur un ton aiguisé Agnès-Maritza Boulmer.



HISSER HAUT LE PAVILLON

ENTRETIEN AVEC CLAUDE RATZÉ
PAR PATRICIA VATRÉ

À l'heure de la forte mobilisation des milieux culturels, à laquelle elle participe activement, comment l'ADC - association de la danse contemporaine, fondée en 1986, qui œuvre depuis trente ans sans relâche au développement de la danse contemporaine - vit-elle ces coupes budgétaires ? Rencontre avec son directeur Claude Ratzé, dont le travail au sein de l'équipe des six collaborateurs-trice-s de l'ADC a reçu le « Prix spécial de la danse » en 2015 et le vibrant hommage de l'OFC (Office fédéral de la culture), la qualifiant d'une des associations de danse les plus représentatives et les plus vivantes de Suisse.

Ces coupes budgétaires qui touchent tout le monde sans distinction sont d'une grande sauvagerie. D'autant plus que, selon les intentions avouées de la droite, elles risquent fort de se répéter, en s'accumulant de manière exponentielle durant cette législature, mettant alors fortement en péril toute la création contemporaine et le rayonnement culturel genevois.

Sauvegarder, survivre, encore

Nous n'avons plus d'autre choix que de nous engager sans attendre, tous ensemble pour les combattre à tout prix. Cet élan fédérateur, au sein des milieux culturels, est une bonne chose dans l'absolu. Cependant, nos forces vives devraient pouvoir se consacrer, en plus de nos missions, à une réflexion de fond, collective et sereine, au sujet de notre avenir culturel commun; plutôt qu'à ce combat dans l'urgence, exclusivement centré sur la lutte pour sauvegarder les volumes budgétaires nécessaires pour nous permettre de poursuivre notre travail de programmation, de création et d'accueil.

Programmer, contre vents et coupes

L'ADC assure chaque année, un riche éventail de programmations fort appréciées du public. C'est ce qui est attendu de notre part par les politiques et par la population. À savoir, 15 spectacles par saison, soit 4 à 6 créations genevoises et 7 à 9 accueils, dont 1 ou 2 au BFM par exemple. Plus 3 à 4 « Bus en-cas » qui emmènent le public genevois découvrir des spectacles ailleurs. C'est non seulement à ces spectacles, créations et accueils que l'on s'attaque par ces coupes, mais également à la scène Danse de la Fête de la Musique (où l'on peut voir une trentaine de compagnies genevoises), mais également à la danse présentée à la Bâtie-Festival, au Théâtre de l'Usine, au Festival-Antigel, Théâtre du Galpon et à la fête de la Danse.

Autre paradoxe, et non des moindres, c'est que récemment, on a créé en Suisse des formations de danse avec lesquelles nous collaborons activement (CFC danseuse interprète d'orientation contemporaine organisé à Genève par le Centre de formation professionnelle Arts Appliqués (CFPAA) et un Bachelor en danse contemporaine organisé la Manufacture de Lausanne); et on tente désormais par ces coupes de saborder les compagnies et les structures qui offrent aux jeunes artistes des possibilités d'engagement ainsi que des lieux de création, de recherche et de pratique de la danse.

Nous nous inquiétons également en ce qui concerne leurs répercussions sur la construction du Pavillon de la danse. L'ADC restée à la salle Patiño de 1986 à 1997, fut ensuite nomade, avant de s'installer temporairement à la salle des Eaux-vives en 2004. Elle se bat et travaille depuis 1998 pour un lieu destiné à la danse, qui en 2007 a pris la forme du très attendu Pavillon de la Danse, érigé à la place Sturm, projet à bout touchant, aujourd'hui en phase de validation, son crédit devant être voté au CM ces prochains mois. Son ouverture est espérée à l'horizon 2018.

association pour la
danse contemporaine
genève

adc

FRAPPER LE SOCIAL, ET APRÈS ?



SYLVAIN THÉVOZ,
CONSEILLER MUNICIPAL

La droite municipale, non contente de s'attaquer à ce qui fait la prospérité de notre ville, s'acharne parallèlement, par ses coupes linéaires, à frapper les plus vulnérables. Elle fragilise par-là plus encore l'équilibre social et démontre sa volonté de stigmatiser les plus précaires. Où nous conduira cette politique à risque si nous la laissons aller à son terme ? À coup de coupes de 10 millions par an sur 5 ans, c'est à terme le démantèlement par la droite municipale de l'état social tel que nous le concevons. La bataille du 5 juin est décisive pour refuser une société « à l'américaine ».

Cumul des coupes

Les coupes dans le domaine social en Ville de Genève s'ajoutent à des coupes cantonales de 5% sur 3 ans ! L'argument de la droite qui minimise les coupes à « juste 2% », « juste 5% » est fallacieux, car cette technique du grignotage, cumulée, tant au

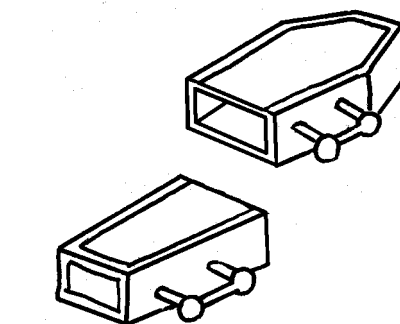
niveau municipal que cantonal, et même fédéral, année après année, finit par déteindre complètement le réseau social ! Alors que la population augmente, la précarité également, cette politique de rabotage concertée est totalement irresponsable !

Le privé ne suppléera pas

De plus, l'argument hypocrite de la droite qui se décharge de la responsabilité de ses coupes en prétendant que le privé pourra pourvoir au manque à gagner, est le signe d'une méconnaissance crasse de la réalité de terrain. Tout d'abord, un véritable goulet d'étranglement est en train de se former. Les associations se tournant toutes vers les privés pour compenser leurs pertes, ceux-ci ne peuvent, ni ne veulent répondre à une demande pressante et en augmentation. Et il faut reconnaître que pour certains, il est aussi plus sexy de soutenir l'Opéra que la prévention sociale. Des associations, dans certains domaines, disposeront de fonds privés. Pour d'autres, le privé ne suppléera pas. Les charges administratives liées à ces recherches de fonds sont aussi un poids supplémentaire pour les associations et entités sociales. Certaines ne parviendront pas à faire plus de travail avec moins de moyens.

La droite anticonstitutionnelle

La collectivité publique ne peut, comme le veut la droite, se laisser maltraiter et dépiauter (traits de crayon linéaires sur les budgets) de ses droits constitutionnels (articles 38 et 39 de la Constitution cantonale, par exemple : droit au logement, droit



à un niveau de vie suffisant). La manœuvre de la droite consistant à se décharger de la responsabilité des politiques publiques sur les associations pour ensuite leur couper les moyens de les assurer est inacceptable. Il s'agit là d'une double démission qu'elle veut faire subir à la collectivité publique. Tout d'abord, faire faire à d'autres ce qui lui incombe, ensuite, supprimer jusqu'aux moyens de le faire. Cette technique irresponsable de détissage du filet social doit être dénoncée.

Nous avons souhaité, avec l'appui du CAPAS, illustrer l'impact qu'auront ces coupes pour trois entités actives dans le domaine social à Genève.

CAMARADA

www.camarada.ch

Camarada a pour but l'accueil et la formation de femmes migrantes et de leurs enfants en âge préscolaire. Le Centre accueille quelque 900 femmes par année. La plupart des usagères du Centre viennent de pays en conflit et cumulent les blessures sur les plans physique, psychique, culturel, social et économique. Le temps passé dans le pays d'accueil peut être utilisé à l'acquisition de connaissances nouvelles, redonnant à ces femmes une meilleure estime de soi, une revalorisation de leurs savoirs propres.

Au niveau du Canton, une baisse de 5% est imposée par le Conseil d'État. Pour la Ville, alors que le budget présenté par l'Exécutif était bénéficiaire, la majorité du Conseil



municipal a voté une baisse linéaire de 2% des subventions et amputé le fonds chômage d'une partie de ses ressources. Un rapport de la Cour des comptes va probablement contraindre le DIP à réduire de 750 à 500 francs les chèques-formation pour les formations non-qualifiantes. À ce stade, il n'a pas du tout été tenu compte de la situation particulière des personnes sans bagage scolaire ou analphabètes et de l'importance pour elles d'avoir un lieu comme Camarada qui offre une formation adaptée permettant une certaine intégration, même s'il est impossible d'obtenir une qualification.

Tout cela entraînera des réductions de plusieurs dizaines de milliers de francs pour Camarada et à terme l'obligera à réduire ses engagements et ses prestations. Si elle n'a plus le personnel salarié suffisant pour assurer l'accompagnement des bénévoles, les dégâts sur les possibilités d'action seront considérables. Les réductions des moyens à disposition du Fonds chômage de la Ville mettent aussi en péril des projets de réinsertion tels que ceux qui ont pu être développés avec Ici-Formation !

Associations Boulevards et Aspasia
www.aspasie.ch

Les associations Boulevards et Aspasia, grâce à leur expertise, conseillent et orientent toute personne exerçant le travail du sexe. Elles défendent les droits fondamentaux des travailleuses-eurs du sexe et œuvrent à réduire les risques de santé bio-psycho-sociale. Elles s'inscrivent dans les processus de lutte contre la traite, développent des stratégies de prévention et d'information VIH/IST, combattent la stigmatisation et l'exclusion sociale.

Les coupes, municipales et cantonales, vont nécessairement avoir une incidence sur les prestations des associations Boulevards et Aspasia : réduction des maraudes (Male Sex Work), moins de déplacements dans les salons (Aspasia Prévention Migrants). Impact aussi sur le temps attribué aux rencontres avec les femmes dans la rue, ainsi qu'aux entretiens du Soutien Psychosocial.

De manière générale les coupes vont péjorer les conditions de travail des équipes qui sont déjà à flux tendu. La demande est grandissante, les moyens diminuent dramatiquement. Elles auront moins de temps pour être à l'écoute et dialoguer avec les personnes pour créer un lien de confiance. Cumulant diverses coupes, Boulevards a perdu 6% de budget pour 2016 en 2 jours ! La brutalité de ces coupes non nécessaires (pour rappel les comptes 2015 de la Ville dégagent un bénéfice de 39.5 millions!) fragilise l'association. Les manques devront être comblés par des recherches de fonds, mais elles sont toujours plus difficiles à supporter en regard de la mission d'Aspasia.

ALCIP - Lutte injustice sociale précarité
www.alcip.ch

ALCIP a pour but de lutter contre la précarisation de la population et de tout mettre en œuvre afin que chaque individu puisse mener une vie décente. Quelle que soit sa situation sociale: RMCAS, AI, AVS, chômeurs, intermittents du spectacle, assistés, personnes en difficulté, surendettés, SDF etc. Les coupes ont débouché sur une suppression de poste (permanent à 50%) et à ne plus pouvoir éditer de journal papier et réduire également la distribution de nourriture via Partage pour les plus démunis. Avec une subvention de 30'000 francs au départ, qui était déjà maigre par rapport à l'ampleur des besoins, ces coupes fragilisent fortement l'association.

WWW.UNEVILLEQUIVIT.CH

Exemple d'entités sociales frappées par les coupes injustifiées

ADC-Association de Défense des Chômeurs, Association 360, Association Café Cornavin, Association Caritas-Voie 2, Association Carrefour-Rue, Association Centre de Contact Suisses-Immigrés, Association centre F-Information, Association centre genevois du volontariat, Association Club en fauteuil roulant Genève, Association Colis du cœur, Association Collectif de soutien aux sans-papiers de Genève, Association genevoise des malentendants, Association Gymnastique Seniors Genève, Association ICVolontaires-Suisse (ICV), Association Insieme, Association La Barje, Association La Coulou, Association Le Caré, Association Le Racard, Association Le Trialogue, Association Lecture et Compagnie, Association L'équipage, Association Lestime, Association Lire et Écrire, Association Mouvement des Aînés Genève, Association Partage, Partenariat Alimentaire Genevois, Association pour le Bateau Genève, Association Voie F, AVIVO-Ass.de défense et de détente de tous les retraités, Conseil des anciens, CTA S-Centre de consultation spécialisé dans le traitement des séquelles d'abus sexuels, Espace Solidaire Pâquis, Fédération genevoise des associations LGBT m Fondation «Au Coeur des Grottes», Fondation Suisse du Service Social International, Fondation Trajets, Forum des démocraties participatives, La Carte Blanche, Mouvement Populaire des Familles, Participation citoyenne, Plate-Forme Associations d'Aînés Genève, Société Coopérative Armée du Salut Oeuvre Sociale-Accueil de Nuit, Noctabus, Assoc. Lire et Écrire, Atelier X, Fédération des A.P.E. du Cycle d'Orientation, GAPP Group. cant. genevois ass. parents d'élèves, Association Bureau Culturel, Association de musiciens Cent Villages, Association Lieux de rencontre et de culture, Groupe réalisation audiovisuel GRAD, les ludothèques, l'Aéro-Club de Genève, Assoc. PULP 68, Assoc. Salamandra, Assoc. vacances nouvelles, Association la Bulle d'air, La Teuf, Association usagers Bains des Pâquis, Ateliers Bricolos, Club Gare Versoix, Compagnie 1602, Fédération des colonies de vacances du canton de Genève, Fondation Cap Loisirs, Franchises ludothèque, Genolier colonie (Insieme-Genève), Groupe de Liaison Associations de Jeunesse, Groupe Scout d'Intervention en Cas de Catastrophe, Groupe Tanganyika, St-Martin-St-Pierre, Héli-Passion Club Genève, Jardin Robinson, Les Plattets, Mouvement Jeunesse Suisse Romande, Les maisons de Quartier MQ, les espaces quartier, Pré en Bulle, Rhatia, group. amis chemin de fer, Société de Géographie, Société des colonies de vacances de Plainpalais, Tobogame, Train Passion, Villa Dutoit, Zanco-Théâtre itinérant, etc.

ET LA COHÉSION SOCIALE ?

ENTRETIEN AVEC LAURE FAESSLER ET MARIANNE HALLE, CCSI,
PAR CAROLINE MARTI

Causes Communes a souhaité s'entretenir avec Laure Faessler, coordinatrice et Marianne Halle, chargée de communication et des relations extérieures au Centre de Contact Suisse-Immigrés (CCSI) afin d'avoir leur avis sur les coupes de la droite municipale.

Causes Communes : Quels sont les principaux buts du Centre de Contact Suisse-Immigrés (CCSI) ?

Laure Faessler et Marianne Halle : Le CCSI est une association de défense des personnes migrantes. Nos activités s'articulent en deux volets ; l'aide individuelle à travers quatre consultations thématiques (permis de séjour, école et suivi social, petite enfance, santé et genre et assurances sociales) et des activités collectives, qui visent notamment à faire avancer la cause des personnes migrantes de manière globale. Nous travaillons en réseau avec d'autres, comme le Collectif de soutien aux sans-papiers, le CAPAS ou StopExclusion. Par ailleurs, le CCSI est souvent le premier contact des immigrés à Genève et réoriente les usagers-ères vers les différentes associations et institutions d'aide aux migrants.

Quelles sont les conséquences des coupes pour le CCSI ?

LF et MH : Il est d'abord important de souligner que depuis des années, les subventions stagnent, voire baissent alors que les besoins et donc la charge de travail ne font qu'augmenter. Ces coupes induisent de surcroît une vaste incertitude quant à la pérennité des subventions. Il est donc très difficile pour les associations de planifier le développement d'une prestation ou d'engager un ou une nouvelle collaboratrice lorsque l'on sait que la subvention peut être coupée d'une année à l'autre. Les associations sont donc constamment amenées à défendre leurs acquis, ce qui nous empêche de développer de nouvelles

prestations pour répondre à de nouveaux besoins. Finalement, les coupes de subventions nous contraignent à intensifier nos recherches de fonds auprès des privés. Il s'agit d'une activité chronophage qui réduit le temps que l'on peut consacrer directement à aider les usagers-ères. Par ailleurs, les privés n'acceptent généralement pas de financer des projets. Or nous avons aussi besoin de financements à long terme pour assumer nos charges de fonctionnement, notamment les salaires de nos collaboratrices.

Quelles sont les conséquences sur les usagers-ères ?

LF et MH : Concrètement, nous devons aujourd'hui trouver de nouveaux apports pour financer un poste à 50%. Si nous n'y parvenons pas, nos maigres réserves ne nous permettront pas de tenir longtemps, et quand elles auront disparu, nous devrons remettre en question ce poste. Par ailleurs, nous avons déjà dû réduire les heures d'ouverture de la réception, ce qui a un impact négatif sur l'accessibilité à nos prestations pour les usagers-ères. Cela fait des années maintenant que nous participons aux mesures d'économie de l'État, puisque nous faisons tout pour continuer d'assurer les prestations pour un nombre toujours croissant de personnes, avec des moyens qui stagnent. Toutes les collaboratrices font un très grand nombre d'heures supplémentaires. Nous arrivons à saturation.

Craignez-vous un effet multiplicateur des coupes municipales et cantonales ?

LF et MH : Oui. Nous devons de toute façon trouver entre 50'000 et 60'000 francs d'ici fin 2017 pour assurer les postes de travail et boucler notre budget. Si le Canton confirme cette coupe de 5%, ce seront 20'000 francs de plus à trouver. C'est l'équivalent d'un poste de travail entre 50 et 70%, ce qui est considérable quand on le met en relation avec nos six emplois temps pleins (ETPs). Nous craignons également l'effet boule de neige. Quand un subventionneur coupe, les autres ont tendance à couper à leur tour.

Ressentez-vous un manque de reconnaissance de la part du monde politique ?

LF et MH : Absolument. Et nous y voyons une forme d'hypocrisie de la part des pouvoirs publics, que cela arrange bien d'avoir des associations qui assurent des prestations à moindre coût, mais qui ont souvent une profonde méconnaissance de notre travail et des besoins des bénéficiaires. Le monde politique oublie que nous représentons le dernier rempart lorsque les autres formes d'aides étatiques s'écroulent ou ne sont pas/plus accessibles pour certains bénéficiaires. Mettre en péril ce dernier filet social qui rattrape toutes les personnes délaissées par les structures officielles représente un risque majeur pour la cohésion sociale.

Un mot encore sur la manière dont cette coupe a été votée. Au niveau cantonal au moins, la coupe est proposée par notre interlocuteur, qui est le Conseil d'État, et nous pouvons envisager de l'interpeller pour nous défendre. Ce qui est particulièrement rageant avec la situation en Ville de Genève, c'est que les conseillers et conseillères municipales qui opèrent les coupes ne sont pas nos interlocutrice-s direct-e-s, et n'ont, en outre, en grande majorité aucune idée, ni de nos activités, ni de notre travail.

En coupant de manière linéaire dans un budget, qui plus est à l'équilibre, on s'approche du niveau zéro de la politique.

Qu'est ce qui préserve votre motivation à continuer votre lutte ?

LF et MH : La soif de justice sociale et l'indignation constituent les principaux moteurs de notre action. Les collaboratrices du CCSI puisent leur motivation dans les relations quotidiennes qu'elles entretiennent avec les usagers-ères. Voir ces gens, qui vivent des situations souvent très précaires, qui ont des parcours de vie difficiles et qui trouvent la force d'avancer et de s'accrocher, nous stimule. Lorsqu'on peut leur venir en aide, cela nous motive à continuer.

Existe-t-il des histoires, des personnes que vous avez aidées et qui vous ont particulièrement touchées ?

LF et MH : Les histoires des gens nous touchent tous les jours. On suit certaines personnes sur des années, elles deviennent des figures. Lorsqu'on obtient un permis de séjour pour une famille ou un regroupement familial, c'est vraiment un bon moment, une belle victoire, une belle histoire.

Quels sont les manques pour répondre aux besoins de la migration ?

LF et MH : Pour n'en citer qu'un, le manque le plus criant, est l'aide juridique. Comme toutes les autres dans le canton, la consultation juridique du CCSI est ultra-surchargée. Certaines personnes tournent de permanence en permanence et aucune n'arrive à les recevoir. Ainsi, certains finissent par rater des délais légaux. On manque de temps, de personnel et nos

finances ne nous permettent pas d'ouvrir des postes. Rien qu'aujourd'hui, nous avons dû refuser six personnes dans cette consultation. C'est un problème collectif, et cela fait des années que cela dure.

LES PÂQUIS SOLIDAIRES

ENTRETIEN AVEC FRANCIS HICKEL, ESP,
PAR CAROLINE MARTI

L'Espace solidaire Pâquis est un des plus petits budgets du monde associatif genevois. Fondé en 2009 selon l'idée d'un bureau citoyen, son but premier est de venir en aide à des personnes vivant aux Pâquis. Porté par une trentaine de bénévoles, un salarié et une poignée de stagiaires, l'Espace solidaire Pâquis a développé ses activités autour de l'accueil et de l'accompagnement de personnes vivant dans la précarité, et notamment de personnes migrantes. Ils tissent des liens avec les habitant-e-s et les commerçant-e-s du quartier.

Causes Communes : Quels sont les activités et buts principaux de l'Espace solidaire Pâquis ?

Francis Hickel : Cet espace est pensé comme un hall de gare, les gens vont, viennent, sans nécessairement laisser leur nom. En 2014, nous avons recensé 58'000 passages, ce qui représente environ 20'000 personnes (en augmentation par rapport aux années précédentes). Le travail de l'association se décline en deux volets. Le premier consiste en des presta-

tions offertes à nos usager-ère-s : permanence juridique, cours de français, petits-déjeuners offerts, service informatique, plateforme d'information sur les lieux d'aide et de soutien pour toutes les personnes vivant dans la précarité.

Le second volet de nos activités est la construction du lien social avec les habitant-e-s et commerçant-e-s ainsi que la participation au développement d'une vie de quartier harmonieuse.

Quelles sont les conséquences des coupes pour l'Espace solidaire Pâquis ?

FH : Globalement, il faut lutter pour que ces baisses ne s'aggravent pas. Les autorités trouveront toujours des motifs pour les réduire. Et c'est grave. La Ville et l'État se désengagent. Il y a toute une série de prestations qu'ils ne veulent plus dispenser eux-mêmes et ils se déchargent sur le monde associatif qui doit composer avec toujours moins de moyens, alors que la paupérisation de la population augmente. Si on chiffrait le coût réel du travail effectué par les associations, cela représenterait plusieurs millions. La société civile prend en charge beaucoup de choses, les autorités devraient en prendre conscience. Je garde l'espoir que les associations parviennent à faire un travail de fond qui permet de casser les préjugés notamment liés à la migration. Le problème est l'augmentation de la charge de travail et nous devons faire des choix qui ne doivent pas se faire au détriment des prestations directes offertes aux personnes qui fréquentent notre espace.

Concrètement, pour l'Espace solidaire Pâquis, la coupe de la subvention représente

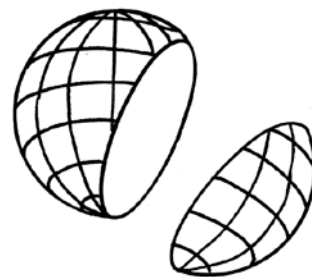
les frais du fonctionnement courant de l'association pendant un mois.

Où puisez-vous votre motivation pour continuer à exercer vos activités ?

FH : Tous nos bénévoles nous disent qu'ils s'engagent pour «aider». Ce sont des gens qui sont très clairvoyants sur les problèmes qui existent et qui réagissent face à ce qu'ils considèrent comme un manque d'écoute des politicien-ne-s. Ils ont de bonnes idées, de bons projets et ils voient le monde associatif comme un moyen de les concrétiser à travers une structure pas trop lourde.

Avez-vous une jolie histoire vécue dans le cadre de vos activités que vous souhaiteriez nous faire partager ?

FH : La créatrice de notre journal, une femme, a quitté la Bolivie pour fuir la pauvreté. Elle est aujourd'hui avocate à Genève. Ces modèles sont très importants pour montrer à toutes et tous qu'il y a de l'espoir, que la précarité des personnes migrantes n'est pas une fatalité, et qu'elles peuvent trouver la voie qu'elles cherchent.



LA COOPÉRATION CIBLÉE



EMMANUEL DEONNA,
CONSEILLER MUNICIPAL

La commission des finances du Conseil national souhaite réduire de plus d'un quart les dépenses de la coopération au développement d'ici 2020. L'engagement public pour la coopération au développement passerait ainsi de 0.5 à 0.4% du revenu national brut. Cette décision imposerait de fait le retrait de la Suisse d'un quart des pays du Sud où elle est présente ainsi que l'interruption de nombreux projets qu'elle y soutient.

« L'appel contre la faim et la pauvreté que nous avons lancé le 30 mars dernier avec 30 organisations de la société civile suisse vise à alerter la population suisse de cette menace. Il exhorte la Confédération à consacrer 0.7% de son revenu national brut à l'aide au développement. En deux semaines, l'appel a reçu pas moins de 20'000 signatures », explique Michel Egger, membre de la direction d'Alliance Sud. Les coupes décidées au niveau du Conseil municipal s'inscrivent donc dans un contexte national particulièrement morose. La situation cantonale n'arrange rien. Le Grand Conseil a décidé d'une coupe de 500'000 francs dans l'aide au dévelop-

pement en 2015 et sa majorité de droite plaide pour une baisse du budget alloué à la coopération de 2% par année sur cinq ans à partir de 2016.

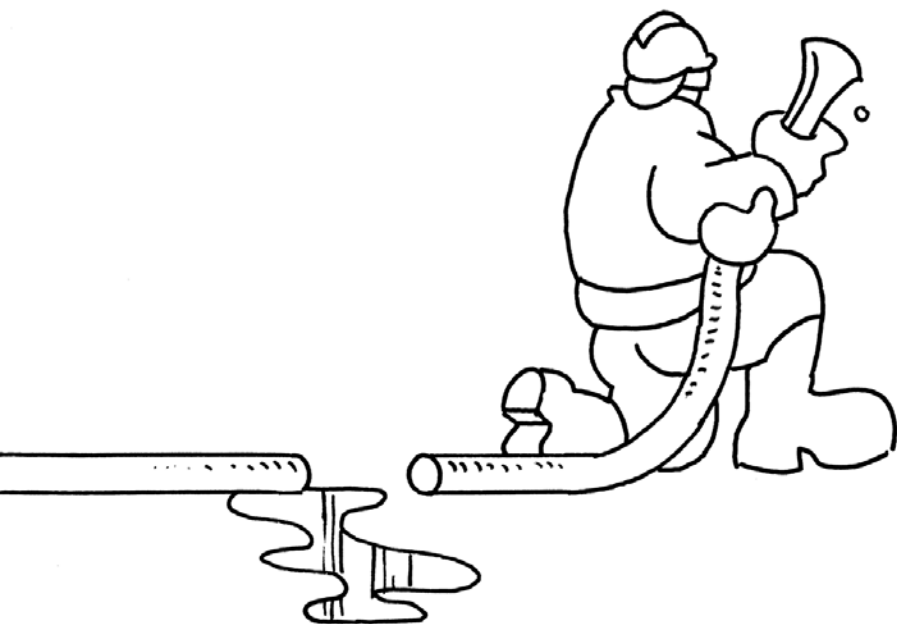
Impact des coupes pour les projets soutenus par la Ville de Genève

Les coupes décidées par le Conseil municipal de la Ville de Genève l'hiver dernier ternissent un climat déjà bien sombre pour les acteurs de la coopération au développement basés à Genève. Pourtant, des signaux favorables, en phase avec l'héritage de la capitale du droit international humanitaire et des droits humains, avaient été émis ces dernières années. La part du budget consacrée par la cité de Calvin à l'aide au développement avait augmenté de 0.41 à 0.6% entre 2010 et 2013. La Ville se rapprochait ainsi des 0.7% prévus par les Nations Unies. Elle s'apprêtait ainsi également à concrétiser un des dix-huit « Engagements d'Aalborg » qu'elle avait contracté en 2010. Genève avait fait œuvre de pionnière au niveau suisse en endossant cet instrument, le plus important référentiel européen en matière de développement durable.

Et patatras !

Or, aujourd'hui, les coupes votées par la droite au Conseil municipal ont des effets délétères très concrets. Les projets financés par la Ville via la Fédération genevoise de coopération (FGC) vont être amputés de 48 000 francs. Le Fonds municipal

géré par la « Délégation Genève Ville Solidaire » perd pour sa part 62 000 francs et ce, alors que la Ville de Genève traite déjà de 80 projets hors de la Fédération Genevoise de Coopération (FGC). Des projets innovants, concernant notamment l'accès aux nouvelles technologies et aux énergies renouvelables (en particulier l'énergie solaire) ainsi que la promotion des droits humains risquent de passer à la trappe, faute de moyens. Pour les organisations dites de plaidoyer actives au cœur de la Genève internationale, ces mauvaises nouvelles s'ajoutent à d'autres. L'an dernier, elles apprenaient qu'elles étaient visées par une coupe d'un million de francs du Département du développement et de la coopération (DDC). Le Centre Europe Tiers-Monde (CETIM), la Commission internationale de Juristes (CIJ), le Comité international pour les peuples autochtones des Amériques (INCOMINDIOS) et le Centre de documentation, de recherche et d'information des peuples autochtones (DOCIP) sont directement visés par ces restrictions budgétaires. Pourtant, ces organisations jouent un rôle indispensable en matière de coopération au développement et à la promotion des droits humains. Elles permettent aux acteurs du Sud, dépourvus d'accès aux salles de la Genève internationale, d'y faire entendre leur voix. « Nous facilitons la saisine des organes onusiens lors des violations des droits humains. Nous participons à l'élaboration des nouvelles normes internationales, par exemple, avec la future Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans, soutenue par la



Suisse et par la Confédération internationale paysanne Via Campesina. Enfin, nous agissons par le biais de la formation des représentants et militants de la société civile aux mécanismes onusiens», exemplifie Melik Ozden, directeur du Centre Europe Tiers-Monde (CETIM).

Renforcer les capacités des partenaires locaux

Organisé à l'occasion du cinquantième anniversaire de la FGC, un récent séjour d'élus des communes genevoises au Sénégal a permis d'apprécier le rôle crucial des financements octroyés par Genève pour la défense des droits humains et l'aide au développement. Le soutien de la Ville de Genève a des incidences réelles sur la liberté de choix et la capacité d'agir des acteurs de la coopération, à Genève comme dans les pays du Sud. Sauvegarde et valorisation du patrimoine environnemental ; promotion de l'égalité hommes-femmes ; protection de l'enfance ; gestion de l'espace urbain ; formation professionnelle ; collaboration culturelle et artistique ; agriculture biologique, etc. Dans ces domaines comme dans d'autres, les partenaires genevois et sénégalais travaillent main dans la main pour trouver des solutions innovantes et équitables. Ils ont le souci de promouvoir ensemble un progrès social respectueux des besoins et des intérêts de chacune et de chacun. Comme pour tous les acteurs de la coopération, encore faut-il leur en laisser les moyens !

PROJETS VISITÉS DURANT LE SÉJOUR AU SÉNÉGAL ORGANISÉ PAR LA FÉDÉRATION GENEVOISE DE COOPÉRATION (14 AU 20 FÉVRIER 2016)

RESTAURATION DU JARDIN ETHNOBOTANIQUE ET CRÉATION DU CENTRE D'ÉDUCATION ENVIRONNEMENTAL DE HAAN
Partenaires : Ville de Genève & Municipalité de Haan

FORMATION EN LIGNE (E-LEARNING) EN GENRE ET DÉVELOPPEMENT
Partenaires : Association Espace Femmes Internationale (EFI) & Institut des Hautes Études Internationales et du Développement (IHEID) ; Institut Fondamental d'Afrique Noire (IFAN) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar

ÉDUCATION, SÉCURITÉ ET PARTICIPATION DES ENFANTS
Partenaires : Association Terre des Hommes Suisses ; Association sénégalaise EDEN (Éducation et Développement de l'enfant)

APPUI À LA RECONSTRUCTION DANS LA COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE DJIDDAH THIAROYE KAO (BANLIEUE DE DAKAR)
Partenaires : UrbaMonde et Fédération sénégalaise des habitants

CRÉATION D'UN CENTRE DE FORMATION ET D'APPLICATION AUX MÉTIERS DE L'HÔTELLERIE À SOMONE
Partenaires : Association Tourism for Help & Centre de Formation et d'Application aux métiers de l'hôtellerie « Keur Yakaar », Somone

GESTION DE PROXIMITÉ DES DÉCHETS DE LA COMMUNAUTÉ RURALE DE N'DANDE
Partenaires : Centre écologique Albert Schweitzer (CEAS) et Consortium CEAS-Sénégal, Thiès

« LE PONT » FORMATION EN LECTURE INTERPRÉTATION ET JEU THÉÂTRAL
Partenaires : Compagnie des cris et ARCOTS, Thiès

APPUI À L'INSERTION SOCIO-ÉCONOMIQUE (HOMMES ET FEMMES) DE THIÈS PAR L'ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE EN AGRICULTURE URBAINE ET PÉRIURBAINE
Partenaires : Association pour l'accès à l'éducation et à la formation (ACCED) et Groupe de recherche et d'appui aux initiatives mutualistes (GRAIM), Thiès.

AU CŒUR DES COUPES



BÉATRICE GRAF LATEO

Au Cœur des Grottes est un lieu d'accueil et d'hébergement pour les femmes victimes de violences domestiques, de la traite des êtres humains (exploitation de la force de travail ou sexuelle), du mariage forcé, du risque de crime d'honneur. Notre association est issue de l'Armée du Salut, qui en 1902 venait en aide, notamment, aux jeunes filles alémaniques mises enceintes hors mariage, puis à des femmes venant de différents pays au gré des migrations. C'est sous la présidence du Dr Jean-Charles Rielle, député au Grand Conseil et ancien Conseiller national socialiste, que la Fondation de droit privé Au Cœur des Grottes a été créée il y a 10 ans. Une fête a célébré cet anniversaire le 6 avril 2016, au cours de laquelle Guy Vibourel, Président du Conseil de fondation, a annoncé que ce sont plus de 1'000 femmes et enfants qui ont pu être hébergés durant cette décennie.

Une action attentive

Aujourd'hui, 40 femmes et 35 enfants peuvent être logés dans les deux foyers des Grottes, dans la maison Prévost et

dans celle de Riant-Parc, offerte par la Ville de Genève en 2015, mais rénovée avec des fonds privés. La Fondation dispose aussi d'un studio et d'une Boutique de seconde main Aux Trésors Retrouvés (Rue de Zurich 40), qui permet à des résidentes du foyer d'effectuer des stages de réinsertion. Ces femmes bénéficient toutes de formations qualifiantes afin de pouvoir vivre ensuite de manière autonome, indique Mme von Arx-Vernon, directrice adjointe. En revanche, le foyer ne peut pas accueillir des femmes ayant des problèmes psychiatriques ou de dépendance. Même si certaines n'ont pas de permis, elles sont annoncées à l'Office cantonal de la population et certaines n'émergent pas à l'aide sociale publique afin de faciliter, à terme, l'obtention de permis. Les apprenantes restent au foyer le temps que durent leurs démarches juridiques et leur formation assurées par des fonds privés. Une fois prêtes à subvenir à leurs besoins, elles obtiennent en général un permis de travail. La Fondation les aide à trouver un travail et un logement.

Attention femmes en danger

Membre consultatif de l'organe de pilotage du Service de coordination contre la traite des êtres humains (TEH) et le trafic de migrants (SCOTT), la Fondation dispense aussi des formations grâce à son expertise dans la lutte contre la TEH. La peur étant toujours présente, les victimes sont souvent dans l'impossibilité de donner des informations claires et précises avant qu'elles ne reprennent confiance en elles et en la capacité des institutions à assurer leur sécurité, explique Mme von Arx-Vernon, également députée au Grand Conseil. En cas de besoin, les femmes menacées sont mises à l'abri chez des personnes de confiance : cela vaut surtout pour les jeunes filles confrontées à des mariages forcés, qui sont interdits en Suisse depuis juillet 2013. Dans l'intervalle, une

plainte est enregistrée auprès de la police qui convoque les familles pour leur expliquer les règles en vigueur dans notre pays. Toutes les femmes en danger sont accompagnées partout par du personnel très qualifié, précise la directrice adjointe.

Inégalités devant les coupes

Sur un total de produits de 2'361'000 francs, une bonne moitié provient de fonds privés (dont de nombreuses fondations) et la coupe votée ferait passer la subvention de la Ville de 741'800 à 727'000 francs. Mme von Arx-Vernon se déclare reconnaissante du soutien des autorités de la Ville de Genève, particulièrement de la maire Esther Alder et de la Conseillère administrative Sandrine Salerno, surtout après le don de la maison de Riant-Parc. Mme von Arx-Vernon affirme que le coupe de 15'000 francs est déjà compensée grâce au partenariat public-privé (fonctionnement de base de la Fondation), ce qui n'entraînera ainsi aucun licenciement ni refus d'accueil de victimes. Toujours membre du Conseil de fondation, Jean-Charles Rielle trouve le message de baisse de 2% du Conseil municipal particulièrement difficile pour les petites structures d'autant plus avec des coupes linéaires qui sont arbitraires et ne font pas de choix. C'est une vraie perte qui oblige à un effort supplémentaire pour trouver des fonds ailleurs, travail plus facile pour de grandes associations disposant d'un large réseau. Il rappelle que les tâches assumées par les associations reviendraient beaucoup plus cher à la collectivité, État et Ville, qui ne pourraient de toute façon pas remplir ces missions.

LA VOIE F

BOUCHÉE ?

BÉATRICE GRAF LATEO

Créée en 1998 pour ouvrir un espace de formation spécifique pour les femmes souhaitant s'insérer ou se réinsérer dans le monde du travail, cette association à but non lucratif propose différents cours permettant de redonner confiance aux apprenantes. Sont ainsi dispensés des cours d'informatique, de français écrit et des bilans de compétence. Voie F, qui est certifiée EDUQUA (label suisse pour les institutions de formation continue), fait également partie du Collectif genevois pour la formation de base des adultes (C9FBA) et œuvre en complémentarité avec les autres associations féminines, indique Julia Montefusco Lechenne, coordinatrice de Voie F.

C'est un comité de 8 personnes qui dirige l'association, dont la première présidente avait été l'ancienne conseillère nationale socialiste Maria Bernasconi. Petite révolution en 2015, lorsque c'est un homme qui en prend la présidence, à savoir Serge Raemy, membre très actif du PSG et an-

cient assistant social à l'Hospice général. Très conscient des problématiques féminines, il se réjouit particulièrement de voir des femmes de tous horizons, dont 40% de Suissesses, sortir de leur isolement et acquérir les compétences de base, qui permettront à certaines d'obtenir un Certificat fédéral de capacité (CFC) et un métier. Outre la réinsertion professionnelle, les mères sont aussi mieux à même d'assurer le suivi scolaire de leurs enfants après avoir participé à des cours de techniques d'apprentissage ou d'approfondissement du français, de même qu'en bénéficiant de la socialisation offerte par Voie F.

Cumul des coupes

Serge Raemy se déclare très préoccupé par les coupes de 2% votées par le Conseil municipal, qui viendraient s'ajouter à celles prévues par l'État de 5%. Outre la subvention nominale de 90'000 francs, Voie F reçoit aussi des subventions du Fonds chômage de la Ville. Toutes ces coupes finissent par s'additionner et obligeront l'association à arrêter certains cours, alors que la demande et la précarité augmentent. Le président mentionne l'excellent résultat obtenu par le projet inter-associatif de Jobcoaching individualisé de 40 femmes, entre 2014 et 2015. Il a permis à plus de la moitié des participantes d'effectuer des stages et de trouver un travail. Serge Raemy déplore le manque de reconnaissance du politique pour le travail effectué dans le cadre du comité par des bénévoles : « C'est comme si on voulait punir les associations, qui font un boulot qui actuellement n'est pas fait par l'administration ».

Le privé est déjà sollicité

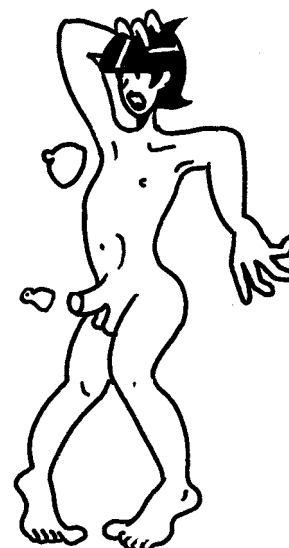
En effet, si l'État ou la Ville devaient prendre en charge ces programmes, cela coûterait bien plus cher à la collectivité que la délivrance de subventions. Sans parler du nombre de femmes qui émargeraient alors au chômage ou à l'aide sociale en cas de disparition des cours. À ce propos, environ 50% des femmes sont envoyées par l'Hospice général, alors que les autres ont eu connaissance de Voie F par le réseau associatif ou le bouche-à-oreille. Les cours sont adaptés aux horaires scolaires et des aides sont fournies pour la garde des enfants.

À peu près 10% du budget proviennent de fonds privés, soit environ 60'000 francs par an souvent versés pour des apports ponctuels. Cela prend évidemment beaucoup de temps pour se procurer ces fonds, qui ne peuvent provenir de n'importe quelle entreprise, c'est au détriment de la disponibilité et de la créativité requises pour réadapter l'offre de formation aux réalités socio-économiques.

Le président salue la bonne collaboration avec la Ville de Genève ; elle permet aux personnes travaillant et s'engageant pour Voie F « d'ouvrir une fenêtre » pour beaucoup de femmes.

PAS DE COUPES

DANS L'ARC-EN-CIEL



PATRICIA VATRÉ

Devant l'ampleur des potentielles conséquences, des dégâts que ces coupes budgétaires pourraient occasionner, à plus ou moins court terme, aux structures vouées à la défense et la reconnaissance des droits des personnes LGBT, il est bon d'offrir un éclairage qui rappelle l'immense travail, parfois méconnu, accompli au quotidien par la Fédération genevoise des associations LGBT, qui réunit depuis 2008, les savoirs et les forces vives de 360, Dialogai, Lestime, Parents d'homos, Gai Savoir, Think Out.

Fierté gay et lesbienne

Née dans le sillage de la première Pride Romande et de l'affaire des affiches difamantes de l'UDC envers les couples en partenariat (2004), elle lance un travail commun, riche et fécond, nourrit des expériences et qualités de chacune de ces entités spécifiques, qui pour certaines œuvraient déjà depuis plus de 40 ans. Ses premiers projets concertés sont pour la jeunesse et débouchent en septembre 2009 sur les 1ères assises contre l'homophobie, réunissant les acteurs et actrices des milieux scolaires et de l'éducation. En

octobre 2011, le premier bilan de ce projet qui a donné lieu à des actions et des solutions concrètes destinées aux jeunes LGBT, s'appelaient : «Avancées et perspectives».

Savoir faire ensemble

Parmi ses nombreux combats et actions, la Fédération genevoise LGBT œuvre en partenariat avec le Département de l'Instruction Publique, de la Culture et des Sports. Elle mène des ateliers de sensibilisation à destination des élèves des établissements scolaires et propose des modules de formation à destination des professionnel-le-s de l'éducation. Rien que durant 2013/2014, plus de 1'800 élèves/300 professionnel-le-s en ont bénéficié. Et par là même, notre société tout entière.

Lutter contre l'homophobie et la transphobie

De nos jours encore, les jeunes LGBT font particulièrement face à l'homophobie et à la transphobie. En 2009, l'exposition «Enlevez les étiquettes» rassemblait leurs témoignages appelant à mettre fin aux discriminations et stigmatisations en tous genres, pour leur permettre d'être considéré-e-s comme des citoyen-ne-s à part entière. Selon les enquêtes de «Santé gaie» de Dialogai et d'Uni Zurich, les jeunes personnes LGBT ont 2 à 5 fois plus de risques de faire une tentative de suicide. Pour tenter de mettre fin à ce drame, des permanences, des hébergements d'urgence, des espaces d'accueil et d'écoute ont été créés pour le soutien aux jeunes et à leurs aîné-e-s, et pour favoriser le dialogue au sein des familles, dans le respect de

chacun-e, afin de permettre aux parents de comprendre, d'accepter et d'accompagner leur enfant LGBT dans la construction de sa personnalité, et d'encourager son accueil épanouissant dans le monde.

La Fédération travaille également à la reconnaissance et à l'égalité juridique et sociale des personnes LGBT. Les assises de novembre 2014, «La diversité au travail: un enrichissement mutuel», ont réuni les acteurs et actrices des milieux professionnels suisses. Elles ont permis de définir les enjeux des questions LGBT au travail et de proposer des pistes d'action et des outils concrets.

Vaincre l'Omerta

Là aussi, la tâche reste immense... ce qu'il lustre cette actualité récente: le CERN est le théâtre d'actes discriminatoires graves envers un club interne réunissant ses employé-e-s LGBT. Tollé, tags, insultes, déprédations des affichettes annonçant leurs réunions et activités culturelles ou sportives sur le panneau d'affichage mis à la libre disposition de tous-tes les employé-e-s et de leurs nombreux autres clubs. Embarras de la direction et des RH. Omerta. Cela, en 2016, au sein d'une institution à la pointe du progrès, rassemblant une si vaste diversité d'êtres, d'esprits éclairés œuvrant ensemble à la découverte et à l'étude de mondes encore méconnus et de l'accélération des particules.

Faut-il encore donner un autre exemple pour comprendre qu'il faut voter 2 X NON aux coupes budgétaires visant les associations LGBT?

ET LE DYNAMISME DE GENÈVE ?



SYLVAIN THÉVOZ,
CONSEILLER MUNICIPAL

Quelle chance de disposer de bibliothèques de quartier ! Quelle joie d'avoir des lieux gratuits, ouverts à toutes et à tous dans une société de l'information en mutation où les publics attendent des réponses immédiates et où le savoir est une richesse inestimable.

Le savoir, la formation, sont de grandes forces pour notre pays ! Pourtant, la droite a voulu supprimer InterroGE, le service de renseignements à distance des bibliothèques, et souhaite réduire encore les heures d'ouverture des bibliothèques. Couper dans les budgets des fonds d'acquisition des bibliothèques, comme le fait la droite, c'est réduire la possibilité de s'éduquer, d'apprendre, de s'intégrer pour les publics non francophones, et discriminer encore plus celles et ceux qui n'ont pas la chance de se payer des études. C'est aussi fragiliser les librairies dont une partie des ressources provient de ventes aux bibliothèques. Par un effet domino, une coupe se répercute, prend de l'ampleur, et fragilise tout un secteur.

Voulez-vous une Ville moins verte ?

Alors que la Ville affirme, en 2016, mettre en place un plan de végétalisation, avec des projets de végétalisation par des transformations durables d'espaces goudronnés en espaces végétalisés, des politiques écologiques promouvant la biodiversité; alors que la Ville arborise et végétalise, la droite, elle, sort sa tronçonneuse pour tout mettre à terre!

Moins de tri, plus d'ordures ?

Alors que la Ville souhaite augmenter le taux de tri des ménages, mettre à disposition des poubelles aérées et des sacs compostables facilitant le tri, favoriser le recyclage afin de produire de l'énergie, la droite municipale se désintéresse des enjeux environnementaux ! Alors que le tri permet la diminution des coûts d'incinération, la droite veut nous faire payer plus cher les services publics avec une politique passéiste et productrice d'énergie grise !

Finies les patageoires ?

Dans le tableau des priorités 2016 de la Ville de Genève, la rénovation des patageoires trône en haut de l'affiche. Vie de quartier, culture, sport, là encore, alors que la Ville affirme vouloir passer d'une logique de gestion du domaine public à celle de l'attractivité économique, culturelle et sociale, la droite veut nous infliger un autogoal. Quelle schizophrénie de la droite municipale qui, avec Guillaume Barazzone, son commis-voyageur, plus souvent à Berne qu'à Genève, n'a pas d'autre vision

que celle de l'indigence, faisant payer à la population sa logique d'austérité.

Moins de fêtes de quartier et de vide-greniers ?

Cette année, la Ville de Genève coordonnera seulement 4 fêtes sous le label « La Ville est à Vous ». Pourquoi 4, alors que la demande était de 13 quartiers ? Demandez-le à la droite municipale ! Moins de fêtes de quartier, des fêtes de voisins moins ambitieuses, moins de moyens pour les nettoyages des rues après les fêtes, avec des équipes d'organisation surchargées, fatiguées. Les mauvaises recettes des coupes de la droite, brutales, indistinctes et irréfléchies nous coûteront au final beaucoup plus cher que les maigres « économies » qu'elles étaient censées rapporter. Sommes-nous vraiment dans une période où l'on peut économiser des bouts de chandelle sur le vivre-ensemble et les liens sociaux ?

**NE NOUS LAISSONS PAS BERNER
PAR LES POLITIQUES D'AUSTÉRITÉ !**

WWW.UNEVILLEQUIVIT.CH



RESTAURANTS

SCOLAIRES EN DANGER !



BÉATRICE GRAF LATEO

Apparues au début du 20ème siècle, les cuisines scolaires ont été créées par des bénévoles pour donner à manger aux enfants genevois très pauvres. Aujourd'hui encore, les cuisines scolaires des Eaux-Vives, Pâquis, St-Gervais, Cropettes et Plainpalais fonctionnent comme à leurs débuts, avec un service de salle assuré par une petite centaine de commissaires bénévoles dans chacun de ces quartiers. Ces associations sont formées d'une assemblée générale et d'un comité. Ce dernier organise la distribution des repas aux enfants en veillant à la qualité de la nourriture et à la rétribution des cuisiniers. De leur côté, les communes mettent à disposition gratuitement des locaux avec des cuisines équipées, entretiennent le matériel et subventionnent partiellement les repas.

Il y a une vingtaine d'années, pour faire face à l'afflux grandissant d'enfants, des associations de parents d'élèves, se sont regroupées pour fonder les premiers restaurants scolaires, toujours avec des comités de bénévoles, mais en ayant recours à des entreprises de restauration collective ou en se fournissant vers des associations sœurs, productrices de repas. Par ailleurs, le service aux enfants est souvent assuré par les animatrices et animateurs du parascolaire, qui encadrent et animent la pause de midi (GIAP).

Un équilibre fragile

Reinier Zoetewij, Président de la Fédération des cuisines et restaurants scolaires du canton de Genève, qui regroupe une quarantaine d'associations, indique la liste des responsabilités leur incombant : tenue d'un fichier des enfants, des familles, comptabilité et facturation des repas, engagement du personnel de cuisine et paiement des salaires/assurances, relations avec les fournisseurs, autocontrôle des aliments utilisés et hygiène, collaboration avec le GIAP et les écoles, relations avec les communes et les services sociaux, etc.

A titre d'exemple, l'Association du restaurant scolaire de Trembley-Crêts-Budé-Genêts, créée en 1985, délivre 750 repas par jour pour un chiffre d'affaires de 1,2 million de francs par an, explique son président Pierre Lathuilière, également membre du comité de la Fédération et bénévole depuis 31 ans ! Il se trouve ainsi à gérer l'équivalent d'une PME et, même si la Ville paie le déficit d'exploitation, ce service pour les enfants et leurs parents reviendrait net-

tement plus cher à la collectivité s'il était municipalisé. En effet, l'ancien Conseiller administratif socialiste, Manuel Tornare, avait harmonisé, en 2007, le prix du repas pour l'ensemble de la ville à 7,50 francs le repas. Mais le prix de revient est d'environ 12,25 francs pour cette association, qui se fait livrer les repas. Les enfants profitent ainsi d'un plat du jour sain et équilibré, avec le plus souvent des produits locaux et de saison.

Politique du ventre vide ?

Évidemment, la diminution de la subvention pour les restaurants scolaires, qui passerait de 994'300 à 930'300 francs, tout comme la baisse de la participation pour les repas non payés, n'est pas un bon signal dans un contexte où la demande ne cesse d'augmenter à chaque rentrée scolaire. Dès lors, faudra-t-il refuser les enfants qui pourraient rentrer chez eux à midi ou augmenter le prix des repas, inchangé depuis 9 ans, se demande Pierre Lathuilière ?



JEUNESSE, LÈVE-TOI !

ENTRETIEN AVEC VLADIMIR SCHWAGER, GLAJ-GE,
PAR SYLVAIN THÉVOZ

Le GLAJ-GE (Groupe de Liaison genevois des Associations de Jeunesse) fédère 65 associations à but non lucratif actives auprès des enfants et des jeunes dans notre canton. Vladimir Schwager, secrétaire général du GLAJ-GE pose les enjeux des coupes dans ces domaines touchant à la nouvelle génération.

Vladimir Schwager, vous êtes le secrétaire général du GLAJ-GE, pouvez-vous nous dire tout ce que font ces 65 organisations de jeunesse pour les enfants et les jeunes de notre Cité ?

Tout ? Non ! Les associations en font tellement ! Elles sont actives dans des domaines très diversifiés. Certaines le sont dans le domaine musical, par exemple la Bulle d'air ou l'Espace Musical, mais également dans le domaine environnemental comme Pro Natura Genève ou le Panda Club du WWF Genève, ainsi que dans le domaine des camps de vacances avec le CPV, Caritas-Jeunesse ou Vacances Nouvelles sans oublier les traditionnelles colonies de Saint-Gervais ou de Plainpalais, pour n'en citer qu'un petit nombre. Leurs activités cumulées bénéficient tout de même à 25'000 enfants et jeunes du canton, dont plus de la moitié réside en Ville de Genève.

Et en quoi ces associations sont-elles touchées par les coupes linéaires de 2% ?

Déjà, quelques-unes voient leur subvention «régulière» baisser de 2% ce qui impacte forcément leur budget annuel et leurs activités. De surcroît, environ 40 organisations de jeunesse, membres du

GLAJ-GE, perdent 2% de subvention par jour et par enfant. En effet, les enfants et jeunes habitant en Ville de Genève sont au bénéfice, certes indirect, de subventions municipales pour leurs activités de loisirs durant les vacances notamment. Ces subventions reversées aux associations permettent de réduire le montant payé par les parents. D'ailleurs, tous les parents du canton ne paient pas le même prix pour la même activité de leur enfant. Le coût à demander pour un camp peut être fixé en fonction du lieu de résidence, et donc varier en fonction de la politique communale de soutien à l'enfance et à la famille. La Ville de Genève avait jusqu'ici une politique très favorable aux familles dans ce domaine.

Que répondez-vous à ceux qui disent que ce n'est QUE 2% de moins ?

Mais, ces 2% de moins (pour les associations) sont en fait 2% de plus à payer par les parents ! Et surtout, ces 2% se cumulent pour tous les loisirs des enfants qui en ont souvent plus d'un. Ce chiffre est encore multiplié par le nombre d'enfants que compte chaque foyer. Les familles nombreuses sont, donc, plus fortement touchées dans leur budget.

Et, bien que ce soit un autre combat, la baisse de 5% des subventions cantonales reversées aux associations décidée par le Conseil d'État viendra dès 2018 s'ajouter à la baisse de 2% des subventions communales !

Est-ce que vous voulez dire que cette baisse de subvention sera répercutée sur le prix que paient les parents pour les loisirs de leurs enfants ?

Malheureusement, je crains que certaines structures n'aient pas d'autre choix. Cela fait près de 15 ans que les subventions communales de type «journée-enfant»,

dont je parlais avant, sont les mêmes alors que les coûts d'organisation de camps et centres aérés augmentent. Pour garantir la sécurité des enfants et la qualité de l'encadrement - priorités des organisations de jeunesse - il faut se mettre aux normes et former les moniteur-trice-s. Tout cela a un coût qui doit être assumé par quelqu'un. Si ce n'est ni par la commune ni par le canton, ce sont les familles qui vont devoir en payer le prix. Les associations qui minimisent leurs coûts, autant que possible, ont tiré sur la corde au maximum ces quinze dernières années et n'ont plus de marge de manœuvre aujourd'hui.

On parle beaucoup du social ou de la culture, mais quelle est l'importance du loisir pour les enfants et les jeunes ?

Les loisirs éducatifs sont reconnus comme des activités qui représentent pour les enfants et les jeunes des moyens d'apprentissage non-formels, d'expérimentation et développement complémentaires à ceux de la famille et de l'école !

Dans cette perspective, les membres du GLAJ-GE réaffirment l'importance d'un éventail, aussi large que possible, d'associations dédiées à la jeunesse pour préserver le pluralisme, la diversité, l'autonomie et le dynamisme de ce secteur d'activité. Les associations de jeunesse entendent promouvoir des activités collectives, volontaires, diversifiées et continues qui privilégient la réflexion, l'expression, la créativité personnelle. Elles encouragent la participation active au sein d'un groupe et l'intégration dans la société. Elles offrent des plus-values certaines à notre société et à notre bien vivre-ensemble.

glaj ^{ge}

DÉFENDRE LE SPORT

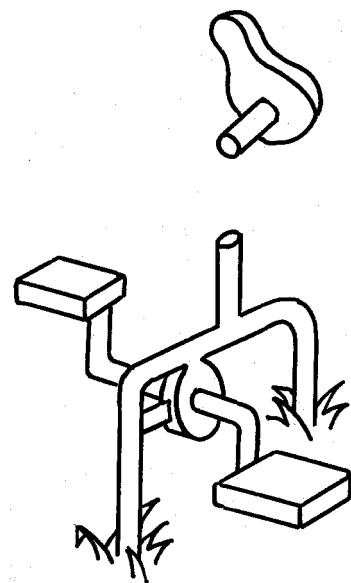


EMMANUEL DEONNA,
CONSEILLER MUNICIPAL

Cours ouverts à toutes et tous, mise à disposition et maintien des infrastructures et des équipements, promotion de la santé par l'activité physique, soutien à la pratique des handicapés, appui aux bénévoles, valorisation des résultats de la relève et cérémonies pour honorer les champions locaux : la Ville de Genève s'engage pour le sport et aux côtés des sportifs. Tout en veillant à contrôler les dérives potentielles en matière de pratique sportive (surentraînement et dopage, compétition exacerbée, pressions exercées sur les sportifs ou leur encadrement, commercialisation à outrance, etc.), la municipalité continue à faire du sport un vecteur majeur de cohésion sociale dans les quartiers.

Si le sport n'est pas visé avec la même ampleur que les secteurs du social et de la culture par les restrictions votées l'hiver dernier par la majorité du Conseil municipal, une coupe linéaire de 2% affecte tout de même ce poste du budget. Cette réduction oblige à rogner sur les frais d'installation et d'entretien de certains équipements comme les stades de football ou les patinoires. Très prisées par les résidents genevois-e-s de tous âges et de tous horizons, certaines prestations devront être revues à la baisse. On pense en particulier aux programmes de sport pour les seniors et pour les jeunes. Les cours en question permettent une pratique ludique et variée tout au long de l'année, à des prix abordables. Ils sont assurés par un personnel adéquatement formé. Les enfants et adolescents pouvaient jusqu'ici choisir parmi pas moins de 50 disciplines. Les cours ont lieu pendant l'année scolaire et durant les vacances. De la même manière, plusieurs activités sportives et séjours sont proposés pour les seniors (jeunes ou futurs retraités genevois). La diversité et la qualité de cette offre sportive, dont Genève peut s'enorgueillir, doivent être défendues ardemment.

**2 X NON le 5 juin
pour que vive le sport.**



SPORT & SENIORS :

DES COUPES À LA LIMITE

DE LA MALTRAITANCE !



MARTINE SUMI,
CONSEILLÈRE MUNICIPALE

Environ 4,5 millions coupés sur ce que les initié-e-s des finances publiques appellent les rubriques 31, cela signifie pour la population de la Ville de Genève, mais, de fait, en sa qualité de ville-centre dépassant largement son territoire, pas seulement pour les habitant-e-s de notre commune mais bien au-delà, une amputation brutale sur les achats de biens, services et marchandises. Cette baisse privera non seulement la population de prestations importantes, mais portera un frein non négligeable également à l'économie locale privée qui se verra dessaisie de contrats de vente et de mandats, alors que les budgets avaient été calculés au plus juste par le Conseil administratif en intégrant ces coûts dans son projet de budget.

Les aîné-e-s ciblé-e-s

Examinons, par exemple, ce que les 33'000 personnes à l'âge de l'AVS sur les 200'000 habitant-e-s de notre commune perdent en matière d'accès au sport alors même que la droite pérore pour ne pas avoir touché à ce domaine. C'est complètement mensonger en ce qui concerne les aîné-e-s. Pensons aux équipements Proxisport très prisés non seulement par les seniors mais par l'ensemble de la population. Ils permettent, en sus d'une promotion et une prévention de la santé, de très beaux moments entre générations. L'installation de machines de fitness dans nos parcs s'en trouvera bloquée, car il ne sera plus possible d'acheter de nouvelles installations. En effet, faute de moyens suffisants, seuls les parcs déjà munis de ce type d'installation continueront à bénéficier de l'entretien et des réglages indispensables. Par ailleurs, le nombre de cours par an proposés dans le catalogue du Service des sports pour les +55 ans ainsi que la formation pour utiliser de façon pertinente les machines de fitness devront être rabotés alors qu'en même temps, cette même droite feint de demander la gratuité de l'accès aux équipements sportifs pour les seniors ... Sur le terrain, une leçon sur les trente (seulement comme si les aîné-e-s suivaient le même planning que les écoliers & les écolières) annuelles devra être supprimée pour supporter cette coupe idiote !

Du reste, toutes les subventions destinées à des associations spécialisées dans le sport des seniors ont également été largement amputées puisqu'elles ne relèvent pas du Département de la culture et du sport mais du Département de la cohésion sociale ... La droite a démontré une fois de plus qu'elle ne sait non seulement pas lire un budget, mais fait preuve d'une ignorance condescendante face à la promotion et à la prévention de la santé du quart de sa population, les +55 ! CQFD

WWW.UNEVILLEQUIVIT.CH

DÉFENDONS L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE !



LARA BARANZINI, RESPONSABLE
DES RELATIONS MEMBRES
CAROLE ZGRAGGEN LINSER, PRÉSIDENTE

La Chambre de l'économie sociale et solidaire, APRES-GE, regroupe près de 300 structures économiques engagées dans un changement sincère vers une économie de la durabilité. Certains de ses membres sont directement impactés par les coupes votées sur le budget 2016 de la Ville de Genève. Ces organisations remplissent une mission de cohésion sociale, d'intégration, d'animation de quartier, de formation, de soutien scolaire, de sport, d'aide aux familles, aux jeunes, aux populations précaires, de soutien à des personnes en situation de handicap, de création culturelle... Ces organisations sont proches du terrain et jouent un rôle central dans la capacité de notre collectivité à vivre ensemble et à répondre positivement aux enjeux de notre société.

Affaiblir les acteurs du terrain, c'est mettre en cause notre capacité collective à répondre aux enjeux de solidarité et de diversité qui maintiennent une certaine cohésion sociale.

Les structures de l'économie sociale et solidaire sont des initiatives collectives qui émanent de la société civile. Le partenariat entre les institutions publiques et les structures de l'ESS est fondamental, car il repose sur un objectif partagé : le bien-être collectif.

Des baisses de subvention, de plus linéaires, c'est-à-dire sans raison spécifique, c'est aussi affaiblir la capacité d'auto-organisation de la société civile, lui exprimer une défiance générale et la stigmatiser comme étant un problème alors qu'elle est une solution!

L'ESS est une autre façon de penser notre société et notre économie. Elle apporte des réponses sociales, sociétales, économiques et écologiques, et elle démontre qu'il est possible de sortir des logiques spéculatives toute une partie des activités économiques utiles à la population. Dans l'ESS, nous démontrons, jour après jour, que de nouvelles activités économiques peuvent être lancées au niveau local, avec des dynamiques collectives et citoyennes et poursuivant des objectifs de convivialité, partage, réduction de la consommation aveugle et absurde, émancipation, innovation sociale, etc.

Les initiatives de l'ESS démontrent que des alternatives existent et qu'il est possible de sortir des logiques spéculatives toute une partie des activités économiques utiles à la population.

Mais ces alternatives dérangent, car elles remettent en question les dogmes et les croyances sur lesquels est basé le système économique dominant.

La Chambre est elle-même directement impactée par la suppression de la totalité de la subvention de 350'000 francs liée à Essaim, l'incubateur de l'économie sociale et solidaire. Ce dispositif soutenu par la Ville permet d'accompagner des projets durables, créateurs d'emplois locaux, qui trouvent un appui en marge des incubateurs spécialisés.

APRES-GE s'engage activement pour les référendums et défend un tissu associatif vigoureux et diversifié, baromètre d'une société sociale et solidaire.

UN DÉTAIL POUR EUX

COMITÉ DE RÉDACTION CAUSES COMMUNES

Alors que le budget 2016, première mouture, prévoyait un résultat bénéficiaire de 13 millions, les comptes 2015 présentent un excédent de revenu de presque 40 millions ! Pourtant, la droite municipale a choisi de couper dans les prestations 2016 de la municipalité. Toute la politique publique de la ville de Genève s'en trouve affectée. Payer toujours autant d'impôts pour obtenir moins de services, est-ce vraiment ce que veulent les habitant-e-s de notre Ville alors que la situation financière est saine ? Non et Non !

La droite veut nous ramener 60 ans en arrière

Les coupes municipales fragilisent la politique des familles, l'intégration du développement durable dans les politiques municipales, les programmes d'encouragement à l'innovation sociétale. Les projets novateurs qui savent combiner savoirs, réseaux, compétences et créativité sont attaqués. La droite agit en contradiction de ses prétendus principes de dynamisme économique. Elle coupe dans ce qui fait la force de la Ville de Genève ! Elle fragilise entre autres l'encouragement aux jeunes et à la création du fonds municipal pour la formation professionnelle des jeunes prévue en 2016 ! Ce fonds doit permettre de

soutenir financièrement les entreprises locales qui créent des places d'apprentissage et offrent aux jeunes de bonnes conditions de travail. Est-ce vraiment responsable de punir les jeunes alors que le marché du travail s'ouvre déjà difficilement à eux ? Les coupes voulues par la droite attaquent aussi de plein fouet la Genève internationale. Si la Ville a décidé de participer à la rénovation du Palais des Nations, pourquoi réduire le soutien que la Ville apportera à la Genève internationale en 2016, alors que la Ville fait des bénéfices ? Comment nos partenaires associatifs et institutionnels pourront-ils comprendre cette logique ? Mais quel mauvais signal la droite veut donner à nos partenaires !

La droite veut faire de la Ville de Genève un village

Voulons-nous vraiment moins de planification et de gestion du développement du territorial communal, moins d'aménagement urbain et de mobilité ? Allons-nous laisser aller à vau-l'eau une politique énergétique vigoureuse et une mise en valeur culturelle et historique des bâtiments de la Ville qui font notre fierté ? La Ville de Genève est pionnière en Suisse pour son soutien à des politiques luttant contre toutes les formes de discriminations : tant en lien avec le genre et l'orientation sexuelle, que l'origine. Voulons-nous vraiment suivre la droite qui veut que tout cela s'arrête et faire de Genève un bourg sans fierté sans rayonnement et sans âme ?

Voulons-nous vraiment plus de saleté et de nuisances ?

Les choix de la droite, ce sont des bâtiments et des préaux scolaires moins entretenus ! La baisse de 2,5 % dans les lignes

de l'administration publique impactera notamment le service des écoles à hauteur de 340'000 francs. Ce montant ne pourra plus être alloué aux travaux courants pour les bâtiments scolaires, à l'entretien et au nettoyage des locaux et des préaux, alors même que de nombreux parents souhaitent déjà aujourd'hui que ces derniers soient davantage nettoyés !

La politique de la droite = toujours plus de saleté !

Dans un contexte où la Ville de Genève connaît une augmentation de sa population et une évolution importante des besoins sociaux, alors que la situation financière de la Ville de Genève est saine avec des excédents cumulés totalisant un demi-milliard de francs sur les sept dernières années, ces coupes budgétaires viennent fragiliser l'existant. Il est absurde, dans une Ville riche, qu'une droite sans vision lance une politique d'austérité – alors que les besoins sociaux augmentent – et qu'elle demande un effort accru aux associations faisant déjà face à des situations financières souvent tendues.

Le risque aujourd'hui est très grand d'envoyer un message désastreux à tous nos partenaires associatifs et institutionnels et de risquer ainsi de probables reports de charge sur une administration municipale, elle-même prise à la gorge, puisque les coupes l'affectent profondément.

Refusons le poker menteur de la droite. Il est encore temps de dire Non et Non à la politique irresponsable de la droite.

LE NOUVEAU COMITÉ DE LA SECTION

Lors de son Assemblée Générale ordinaire du 25 février 2016, le Parti socialiste Ville de Genève a renouvelé son comité pour une année. Ce nouveau comité sera composé de six hommes et 4 femmes et de quatre Conseillers et Conseillères municipales sur 10 membres de comité, une répartition équilibrée et représentative qui respecte les quotas statutaires de la section.

Lors de son Assemblée Générale ordinaire du 25 février 2016, le Parti socialiste Ville de Genève a renouvelé son comité pour une année. Ce nouveau comité sera composé

de six hommes et 4 femmes et de quatre Conseillers et Conseillères municipales sur 10 membres de comité, une répartition équilibrée et représentative qui respecte les quotas statutaires de la section. Le nouveau comité du PS Ville de Genève se réjouit d'aborder cette année 2016 pleine de défis dont l'objectif premier est d'obtenir, en votation populaire le 5 juin prochain, la suppression des coupes budgétaires votées par la droite élargie. Le comité pourra compter sur la pluralité des profils, des compétences et de l'expérience de ses membres pour accomplir cette mission.

Les membres du comité remercient les camarades pour leur confiance et se réjouissent de conduire la section, et en collaboration avec les élu-e-s au Conseil municipal et les Conseiller-ère-s administratif-ve-s Sandrine Salerno et Sami Kanaan. «Notre priorité, ce sont les référendums contre les coupes budgétaires

prévus le 5 juin, annonce Olivier Gurtner, qui ajoute : la mobilisation continue des acteurs culturels et du social sera capitale, afin d'envoyer un message clair à une droite qui se refuse au dialogue, préférant couper dans les subventions sans discussions.»

Le nouveau comité souhaite finalement remercier très chaleureusement sa Présidente sortante, Virginie Studemann, pour son engagement sans faille et son travail acharné qui ont mené le PS Ville de Genève à une victoire historique lors des élections municipales du printemps 2015. Le comité adresse également ses sincères remerciements aux deux autres membres sortants, Maria Vittoria Romano et Manuel Alonso Unica pour tout ce qu'ils ont apporté à la section.

Les membres du comité 2016



OLIVIER GURTNER
PRÉSIDENT
Conseiller municipal
Co-directeur
du Magazine culturel
Go Out!



DALYA MITRI
SECRÉTAIRE
Chercheuse indépendante en
humanitaire et société civile



LUIS VASQUEZ BUENFIL
MEMBRE DU COMITÉ
Collaborateur salles
municipales
Ville de Genève



SIMONE IRMINGER
VICE-PRÉSIDENTE
Ancienne directrice
du département
de l'environnement urbain
et de la sécurité



GRÉGOIRE CARASSO
MEMBRE DU COMITÉ
Conseiller municipal
Administrateur du Global
Studies Institute (UNIGE)



PATRICIA VATRÉ
MEMBRE DU COMITÉ
Styliste, Fondatrice
de l'Espace-Galerie-Boutique
TOKONOMA



SYLVAIN THÉVOZ
VICE-PRÉSIDENT
Conseiller municipal
Conseiller en action
communautaire



FRANCISCO DURAÓ
MEMBRE DU COMITÉ
Etudiant en relations
internationales
et sciences politiques



DAMIEN GUMY
TRÉSORIER
Ingénieur environnement



ALBANE SCHLECHTEN
MEMBRE DU COMITÉ
Conseillère municipale
Responsable des activités
de la Gravière

REMERCIEMENTS À VIRGINIE STUDEMANN

À 8 ans, elle voulait être skateuse et peintre. Il faut en avoir des qualités de glisse et de créativité pour évoluer en politique ! Après avoir été licenciée en administration économique et sociale, obtenu une maîtrise en sciences politiques et un troisième cycle en communication, politiques et animations locales, elle a été élue au Conseil municipal de la Ville de Genève en 2011 puis réélue en 2015. Son motto : « Résister, poursuivre le combat contre la précarité et la discrimination dans un pays où sévissent l'individualisme, le consumérisme et la xénophobie. » Féministe engagée : « Les droits et les libertés des femmes (droit de vote, droit à l'avortement, à la contraception) sont encore trop souvent remis en cause ! » Ancienne présidente du

groupe Égalité Femme-Homme du Parti Socialiste Genevois, elle a toujours défendu l'économie sociale et solidaire comme un véritable moteur de la transformation sociale. Son engagement aux Pâquis, tant à la Maison de quartier que comme parent d'élève a laissé des traces (parlez-en pour voir aux services de la mobilité tant municipaux que cantonaux !)

Et c'est le sens de cet hommage, elle a surtout assuré durant deux ans et avec passion la présidence de notre parti. À l'heure de présenter le nouveau comité, nous souhaitons la remercier et lui témoigner de notre respect pour l'engagement sans faille, la charge assumée avec conviction et passion (que d'aucuns disent ne même pas souhaiter à leur pire ennemi), pour les milliers d'heures données au parti, pour sa contribution aux succès des élections de mars 2015 (19 sièges +3), avec 2 CA reconduits dans la foulée ; score historique

pour notre section, toujours croissante en nombre de membres.

La grande force de sa présidence aura été sa capacité à ne jamais rien lâcher et, quitte à rentrer dans le cadre, à toujours s'exprimer clairement et fortement. Skateuse et peintre, assurément, elle a aussi démontré une endurance de marathonnienne, et un punch de boxeuse.

Merci Virginie pour ton engagement. Au plaisir de poursuivre la militance à tes côtés.

Sylvain Thévoz

UNE CAMPAGNE POUR ET PAR LES GENEVOIS-ES

Une heure de lecture à la bibliothèque, une sortie en famille à la patinoire, une après-midi de loisirs à la patageoire, une soirée féérique à CinéTransat, un concert endiablé à l'Usine, une promenade à la Ville est à vous, une conférence à Cité Seniors... toutes et tous nous profitons au quotidien des prestations publiques municipales et des activités offertes par de nombreuses associations.

Les coupes budgétaires menacent ce qui fait de Genève une ville sociale, solidaire, conviviale, dynamique et créative, bref, une ville qui vit.

Pour faire barrage aux coupes budgétaires, réagissez et devenez les acteurs et actrices d'une Ville qui vit.

Participez à la campagne !

Vous venez de passer un bon moment au théâtre, devant un concert, à la ludothèque, dans un parc municipal, dans votre maison de quartier, aux bains des Pâquis ? Vous ou un de vos proches a reçu de l'aide d'une association active en Ville de Genève ? Diffusez votre témoignage, éventuellement accompagné d'une photo ou vidéo, sur les réseaux sociaux (facebook, instagram, twitter) via le #unevillequivit.

Pour consulter les autres témoignages de nos concitoyen-ne-s, rendez-vous sur

le site internet : www.unevillequivit.ch

notre page facebook : www.facebook.com/psgeneve/

notre page twitter : mobile.twitter.com/psgeneve

notre page instagram : www.instagram.com/psgeneve/

NON ET NON AUX COUPES!!!

COMMENT VOTER

Le 5 juin 2016, on vote en Ville de Genève ! Le Parti socialiste Ville de Genève élabore à cette occasion un petit manuel du parfait citoyen et de la parfaite citoyenne et répond à vos questions concernant l'organisation d'un scrutin municipal.

Qui peut voter ?

Les Suisse-se-s résidant en Ville de Genève et les étrangers-ère-s vivant depuis plus de 8 ans en Ville de Genève.

Dois-je m'inscrire pour pouvoir voter ?

NON. Toutes les personnes qui ont le droit de vote au niveau municipal (voir ci-dessous) reçoivent automatiquement le matériel de vote à la maison. Si vous avez le droit de vote et que vous ne recevez pas le matériel, **appelez le service des votations et élections pour le demander (+41 22 546 52 00).**

Comment voter ?

À Genève, on peut voter soit par correspondance, soit au bureau de vote.

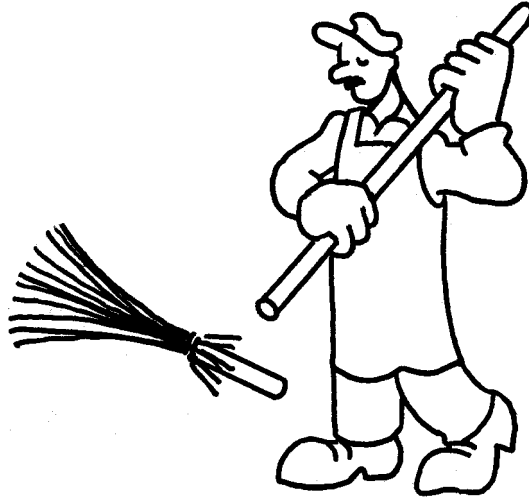
- **Par correspondance** : Ouvrir l'enveloppe grise, remplir le bulletin de vote et le glisser dans l'enveloppe de couleur, signer la carte de vote, remettre la carte de vote et l'enveloppe de couleur dans l'enveloppe grise en veillant à ce que l'adresse du service des votations apparaisse dans la fenêtre de l'enveloppe, glisser l'enveloppe dans une boîte aux lettres de la poste **jusqu'au jeudi 2 juin, 17h, dernier délai.**
- **Au local de vote** : Prendre le matériel de vote que vous avez reçu à la maison. Vous rendre au local de vote de votre quartier (adresse indiquée sur votre carte de vote), **le dimanche 5 juin entre 10h et 12h**, muni de votre matériel de vote et de votre carte d'identité. Remplir votre bulletin de vote et le glisser dans l'enveloppe de couleur. Glisser l'enveloppe de couleur dans l'urne et donner la carte de vote aux personnes présentes dans le local.

Quand vais-je recevoir le matériel de vote ?

Entre le lundi 9 et le samedi 14 mai, c'est dans la loi ! Si vous n'avez pas reçu votre matériel au cours de cette semaine, n'hésitez pas à **téléphoner au service des votations (+41 22 546 52 00) pour leur signaler le problème.**

À ne pas oublier...

Le vote est un droit, une opportunité de donner votre avis, défendre vos idées et valeurs, faire entendre votre voix, participer aux décisions de la communauté et définir les orientations sociales et politiques de notre Ville. Faites en bon usage.



LE 5 JUIN, NOUS GAGNERONS !

Les coupes budgétaires sont des attaques massives contre la vie de quartier, la culture, le sport, les seniors, la sécurité et l'entretien de nos parcs, préaux, parking, bâtiments et infrastructures municipales, le développement de l'économie sociale et solidaire, les activités et loisirs pour les jeunes. La réinsertion professionnelle et sociale, l'action sociale de proximité, le soutien aux plus démunis-e-s, l'accueil des personnes migrantes, la coopération internationale ou encore l'accompagnement des femmes en difficul-

tés sont aussi touchées. Autant de thématiques abordées, discutées, développées dans le présent numéro de Causes Communes. Une votation se gagne avant tout sur le terrain. Partons ensemble à la rencontre de la population pour les convaincre de préserver la richesse et la diversité de notre Ville en votant 2 X NON aux coupes budgétaires en Ville de Genève.

Pour convaincre les genevois-e-s, nous vous donnons rendez-vous

Les vendredis de 17h à 19h pour des apéros au parc (sous réserve de modifications)

29 avril : PARC TREMBLEY
6 mai : PARC DES MINOTERIES
13 mai : PARC GOURGAS
20 mai : PARC DES FRANCHISES
27 mai : PARC DES CROPETTES
3 juin : PARC GEISENDORF

Les samedis de 10h-13h pour des stands dans les quartiers

30 avril : CHAMPEL (COOP CMU)
7 mai : MIGROS NAVIGATION
14 mai : EAUX-VIVES TERRASSIÈRE
21 mai : COOP JONCTION
28 mai : MIGROS SERVETTE
4 juin : COOP AUGUSTINS

Les dimanches de 11h30-13h30 au marché de Plainpalais

17 avril, 24 avril, 8 mai,
15 mai, 22 mai, 29 mai

Nous organiserons finalement des distributions de flyers et des séances de porte-à-porte, contactez-nous pour vous y inscrire (psvg@ps-geneve.ch ou 022 338 20 78)

WWW.UNEVILLEQUIVIT.CH

AUSTÉRITÉ

Couper dans un budget bénéficiaire, mettre des gens au chômage, casser les prestations de la Ville. La seule chose pour laquelle la droite dépense sans compter.

BIBLIOTHÈQUES

Lieux que la droite souhaitait fermer depuis longtemps; ça lui demandait trop de réflexion pour trouver l'entrée.

BÛCHERONNAGE

Après eux, rien ne repousse. Le PDC manie la tronçonneuse en milieu urbain et tranche la base de la prospérité de Genève.

BUDGET

Bénéficiaire, ils coupent ; à l'équilibre, ils coupent ; la seule chose que la droite aime, c'est jouer du coupe-coupe ou ne pas avoir de budget du tout (cf. le Canton).

CHÔMAGE

La droite municipale trouve qu'il est trop facile de retrouver un emploi à Genève, elle a décidé de couper les subventions des associations qui remettent les gens au travail.

CRÉMATORIUM

la droite coupe les prestations pour les morts. Eux ne votent pas.

CULTURE

Et ils sortent leur pistolet...

ENFANTS

La droite pense que vos enfants, les crottes de chien et les seringues font bon ménage. Et vous ?

FÊTE DE LA MUSIQUE

Acoustique, cette année ? La droite a décidé de tirer la prise.

FÊTE DES VOISINS

Ta gueule !

FESTIVAL DU FILM ET FORUM INTERNATIONAL SUR LES DROITS HUMAINS (FIFDH) :

- 10% sur les droits... les comment déjà ?

FESTIVAL BLACK MOVIE

Black out !

FESTIVAL DU RIDICULE

La droite décomplexée.

GRAND THÉÂTRE

Le nettoyage prend plus de temps que prévu. Après avoir armé le bras des manifestants, la droite a coupé dans les produits de nettoyage.

JEUNESSE

Toujours moins de lieux nocturnes ? Le PLR rassure : les after au java sont ouvertes.

POMPIERS

Voter des postes de pompiers et économiser sur l'eau, c'est comme voter des policiers municipaux pour les ranger au poste.

RÉFÉRENDUMS

Plus de 9000 signatures pour les 2 référendums contre les coupes votées par 43 élu-e-s au nom des Genevois-e-s. Combien leur donneront tort le 5 juin ?

RÉGIME

Plus de graisse pour les riches, moins que rien pour les démunis. La bourgeoisie a toujours aimé les régimes sévères... pour les autres.

SENIORS

Faire des économies sur le dos des anciens : le PLR en rêvait, le PDC l'a fait.

SOIGNE TA DROITE

Le 5 juin : claque-la

THÉÂTRE DES MARIONNETTES

Les guignols ne respectent plus rien.

TRONÇONNEUSE

Barazzone prétend amener la nature en Ville, il aime surtout la raser.

USINE

La droite n'a jamais aimé tout ce qui touche à la classe ouvrière.

VOTE

Ils croient que la Ville est à eux depuis les coupes dans le budget. On ne va pas la leur laisser quand même ?

NON X NON

2 X NON AUX COUPES BUDGÉTAIRES
EN VILLE DE GENÈVE, LE 5 JUIN 2016

CAUSES
COMMUNES

